





ASIE AMÉRIQUES

Combedge

ALORS QUE PHNOM-PENH PUBLIE UNE NOUVELLE CONSTITUTION  
Les relations entre nationalistes anti-vietnamiens  
continuent de s'envenimer

A quelques semaines des élections législatives qui devraient avoir lieu en avril, Phnom-Penh vient de rendre public un projet de Constitution nettement inspiré du modèle vietnamien, avec une présidence collégiale représentée par un Conseil d'Etat. Cette loi fondamentale sera adoptée par la nouvelle Assemblée. Le projet, qui sera proposé à la session de la « population tout entière », du nom de Heng Samrin, chef du régime.

Alors que Phnom-Penh poursuit ses efforts pour obtenir une légitimité internationale en promulguant une nouvelle Constitution, les rivalités entre les différents groupes de résistants khmers sont plus vives que jamais. Les Khmers rouges s'efforcent, sans grand succès, d'être les autres mouvements qui acceptent leur offre de créer un front uni. Le prince Sihanouk vient de leur infliger un sévère échec en refusant leur offre de créer un front uni. Le prince Sihanouk, ancien roi du Cambodge, a refusé l'offre de créer un front uni avec les Khmers rouges. Il a déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des combattants, mais des bandits. Il a également déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des nationalistes, mais des communistes.

La déja accablée avec enthousiasme, prévoit que le Front d'union nationale pour le salut du Kampuchéa (FUNKS), parti unique, prend la direction directe de la totalité de l'œuvre révolutionnaire de la République populaire. L'Assemblée nationale est sous la direction de l'Etat, le commerce extérieur est le monopole de l'Etat, mais la propriété familiale est autorisée et transmissible. (A.F.P., Reuters).

Des semaines, invite Khmers rouges et nationalistes à se joindre à son mouvement, déclare l'indépendance qu'il n'a jamais en l'intention d'abandonner, mais seulement de gagner du temps, que les conditions qu'il a posées à ses interlocuteurs étaient inacceptables et qu'il n'avait fait semblant de vouloir négocier que pour se faire passer pour un homme d'Etat. Il a déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des combattants, mais des bandits. Il a également déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des nationalistes, mais des communistes.

Le prince Sihanouk a refusé l'offre de créer un front uni avec les Khmers rouges. Il a déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des combattants, mais des bandits. Il a également déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des nationalistes, mais des communistes. Il a également déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des nationalistes, mais des communistes.

La perspective de front uni anti-vietnamien apparaît à la fois par les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), par Phnom-Penh et par le prince Sihanouk. Le prince Sihanouk a refusé l'offre de créer un front uni avec les Khmers rouges. Il a déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des combattants, mais des bandits. Il a également déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des nationalistes, mais des communistes.

Le prince Sihanouk a refusé l'offre de créer un front uni avec les Khmers rouges. Il a déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des combattants, mais des bandits. Il a également déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des nationalistes, mais des communistes. Il a également déclaré que les Khmers rouges ne sont pas des nationalistes, mais des communistes.

La campagne électorale bat son plein

De notre envoyé spécial

Phnom-Penh. — La campagne électorale bat son plein. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote.

Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote.

Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote.

Plusieurs milliers sont en effet regroupés pour leur journée électorale. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote.

Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote.

Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote. Les candidats aux élections législatives ont commencé à se présenter dans les bureaux de vote.

JACQUES DE SARRIN.

Chine

DE GAULLE MARÉCHAL !

(De notre correspondant.)

Pékin. — Bien qu'il n'ait qu'une seule étoile à son bras, le général de Gaulle était en fait le héros du jour. Il a été accueilli avec une ovation enthousiaste par les soldats chinois. Le général de Gaulle a été accueilli avec une ovation enthousiaste par les soldats chinois. Le général de Gaulle a été accueilli avec une ovation enthousiaste par les soldats chinois.

Le général de Gaulle a été accueilli avec une ovation enthousiaste par les soldats chinois. Le général de Gaulle a été accueilli avec une ovation enthousiaste par les soldats chinois. Le général de Gaulle a été accueilli avec une ovation enthousiaste par les soldats chinois.

PATRICE DE BEER.

Brazil

Dramatique sécheresse dans le Nordeste  
L'archevêque de Fortaleza justifie le pillage d'entrepôts par les paysans affamés

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — Malgré les pluies qui s'abattent depuis jeudi sur le Nord-Est, approchant quelque peu la situation de « calamité », dont les conséquences sociales et politiques sont inquiétantes. La Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture (CONTAG) accuse le gouvernement d'incompétence. Selon elle, les autorités n'ont pu empêcher la sécheresse de se propager. L'archevêque de Fortaleza a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés.

L'archevêque de Fortaleza a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés. L'archevêque de Fortaleza a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés. L'archevêque de Fortaleza a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés.

Le gouvernement a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés. Le gouvernement a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés. Le gouvernement a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés.

Le gouvernement a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés. Le gouvernement a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés. Le gouvernement a justifié le pillage d'entrepôts par les paysans affamés.

LEONARDO.

Etats-Unis

Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains

De notre correspondant

New-York. — Parmi les nombreuses protestations que suscite la politique budgétaire de l'administration Carter, la plus importante est celle qui concerne la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains.

Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains.

Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains.

Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains.

Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains.

Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains. Les compressions du budget fédéral menacent la restauration des centres urbains.

LUCIEN GEORGE.

Liban

La rencontre à Damas des présidents Sarkis et Assad  
à l'égèrement atténué la tension à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée. La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée.

La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée. La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée.

La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée. La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée.

La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée. La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée.

La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée. La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée.

La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée. La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée.

La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée. La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée.

La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée. La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée.

La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée. La tension qui a régné à Damas lors de la rencontre entre les présidents Sarkis et Assad a été atténuée.

SALLE DE VENTE « JOUHAUX »  
MISE EN VENTE AU PUBLIC  
DE TAPIS D'ORIENT  
POUVANT ÊTRE VENDUS A LA PIÈCE OU PAR LOTS  
Iran - Ouzbékistan - Azerbaïdjan - Arménie - Géorgie - Turquie - Afghanistan  
Liban - Syrie - Irak - Émirats Arabes Unis - Israël - Jordanie - Libye - Égypte - Algérie - Tunisie  
Mali - Niger - Tchad - Bénin - Nigeria - Cameroun - Gabon - Congo - Zaïre - Angola - Namibie - Botswana - Zimbabwe - Afrique du Sud  
Les tapis du Pakistan - Inde - Chine et de diverses provenances sont vendus à la collection  
LIQUIDATION des DROITS effectuée auprès des DOUANES CENTRALES  
Les tapis du Pakistan - Inde - Chine et de diverses provenances sont vendus à la collection  
La vente aura lieu :  
FACE A LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS  
20, RUE LÉON-JOUHAUX - 75010 PARIS  
(anciennement rue de la Doune) - Métro : République - Tél. : 201-72-09  
TOUS LES JOURS de 10 heures à 20 heures (MÊME LE DIMANCHE)  
Vente par lots aux professionnels sur justification de leur commerce.

















[illegible][illegible]

### LOCATION

- Par correspondance :  
Syndicats ALAP  
Caisse d'river  
110, rue Amalot  
75011 PARIS
- Par téléphone :  
806.63.30
- Aux guichets du cirque
- Dans les agences  
Renseignements : 806.54.44

Prix des places : 140 F, 100 F et 50 F.





Le Monde

économie

SOCIAL

Le nombre des demandes d'emploi a augmenté de plus de 15% en un an

Petit bulletin en cette période de l'année : les demandes d'emploi ont augmenté en nombre de 15,3% en 1980 par rapport à 1979. Mais, de janvier à février 1981, l'accroissement a été dans le premier cas, plus fort que les années précédentes et, dans le second cas, la diminution a été moins importante.

Ainsi, le nombre des chômeurs au 15 février a été de 1 060 000 en 1980 contre 920 000 en 1979. L'augmentation a été de 14,3% en 1980 et de 15,3% en 1981. En 1980, le nombre des chômeurs a augmenté de 14,3% par rapport à 1979. En 1981, le nombre des chômeurs a augmenté de 15,3% par rapport à 1980.

LA GRÈVE DES AUTOBUS PARISIENS

Ras-le-bol en boomerang

Dans plusieurs quartiers, les automobilistes perdent un, le vendredi 13 mars a été pris en otage par les conducteurs d'autobus de la R.A.T.P., militants à la C.G.T. Une centaine de bus ont été bloqués sur les quais de la Seine et le pont de la Concorde. Les automobilistes ont été bloqués sur les quais de la Seine et le pont de la Concorde. Les automobilistes ont été bloqués sur les quais de la Seine et le pont de la Concorde.

TRANSPORTS

Par suite des manœuvres militaires

LE TRAFIC AÉRIEN INTÉRIEUR SERA TRÈS FORTEMENT PERTURBÉ

LES 17 ET 18 MARS PROCHAINS

Par suite des manœuvres militaires, le trafic aérien intérieur sera très fortement perturbé les 17 et 18 mars prochains. Les avions seront bloqués sur les pistes des aéroports.

URBANISME

LA RESTAURATION DU CENTRE DE SAINT-CLOUD

Stranly par la construction des immeubles de bureaux de la colline de la Forêt de Saint-Cloud, le centre ancien de Saint-Cloud (Haut-de-Seine) est en voie de restauration. Une opération mixte est en cours : construction de logements sociaux, modernisation des immeubles vétustes, etc.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Montpellier à l'appel de la C.G.T.

Plus de cinquante mille personnes ont manifesté à Montpellier à l'appel de la C.G.T. Les manifestants ont défilé dans les rues de la ville, brandissant des drapeaux et des pancartes.

FAIRES

La Commission de la C.E.E. prépare des propositions pour la renégociation des accords multilatéraux

Bruxelles. La Commission de la C.E.E. prépare des propositions pour la renégociation des accords multilatéraux. Les propositions concernent les échanges commerciaux et les tarifs douaniers.

La montre mécanique n'encre quelques belles heures devant elle

Malgré les progrès accomplis par l'électronique dans l'horlogerie, la montre mécanique n'encre quelques belles heures devant elle. Les horlogers travaillent pour améliorer la précision et la fiabilité des montres mécaniques.

MARCHÉ COMMUN

L'Assemblée européenne tente de renforcer son pouvoir budgétaire

De notre envoyé spécial  
L'Assemblée européenne tente de renforcer son pouvoir budgétaire. Les députés européens se réunissent à Bruxelles pour discuter des propositions de la Commission.

MONNAIES

LE F.M.I. À ÉPUISÉ SES FACILITÉS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Washington (A.F.P.). Le F.M.I. a épuisé ses facilités financières supplémentaires. Les États membres du F.M.I. ont dû faire face à des difficultés financières.

Faits et chiffres

Agriculture

Manifestation C.G.T. au Sud de l'Australie. Les agriculteurs ont manifesté pour protester contre les politiques gouvernementales.

Énergie

L'Arabie Saoudite réduit sa production de pétrole. Les pays du Golfe ont décidé de réduire leur production de pétrole.

Automobile

La réunion entre constructeurs japonais et européens. Les constructeurs japonais et européens se réunissent pour discuter des accords commerciaux.



LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe ou

indexées

La baisse des cours des obligations classiques s'est arrêtée et a même fait place à une petite hausse, raison d'un léger recul du rendement actuariel, au 13 mars Diff.

13 mars Diff.	13 mars Diff.
4 1/2 % 1975	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1976	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1977	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1978	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1979	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1980	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1981	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1982	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1983	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1984	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1985	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1986	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1987	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1988	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1989	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1990	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1991	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1992	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1993	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1994	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1995	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1996	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1997	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1998	79,50 + 0,50
4 1/2 % 1999	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2000	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2001	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2002	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2003	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2004	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2005	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2006	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2007	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2008	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2009	79,50 + 0,50
4 1/2 % 2010	79,50 + 0,50

Banques, assurances,

sociétés d'investissement

Le Crédit national a distribué un coupon net de 24 F pour son 24 F.

La Lysienne des dépôts et de crédit industriel, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %. Les résultats consolidés sont en augmentation.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

La Banque de la région de la Somme, société d'un capital de 100 millions de francs en 1980, contre 75 millions de francs en 1979, après avoir versé un dividende net de 10 F (10,50 F global), en progression de 25,4 %.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 9 AU 13 MARS

UNE HAUSSE EN VASE CLOS

« MOUTU PROPRIO » (de son propre mouvement) c'est ainsi qu'on a pu qualifier la semaine consécutive à la Bourse de Paris. Un peu moins certes qu'un cours de la quinzaine écoulée, mais suffisamment pour que, pour valoir l'attention, son gain de 1,50 %, pour l'ensemble acquis durant la première et dernière séances, reflétant dans l'ensemble un certain dynamisme assez équilibré.

C'est d'abord un dynamisme de dynamique dont il faut parler, le marché, en dépit des apparences, n'ayant rien perdu de son ressort durant trois séances « tièdes », encadrées, lundi et vendredi, par des périodes « chaudes ».

Au contraire, malgré l'apparition de ventes bénéficiaires, bien entendues, se dégageant après 4 % de hausse, il a été très bien résisté. Mais faut-il s'en étonner ?

Le ballet des ordres et des achats de « convulsions », effectués sur les actions d'entreprises soit appelées à la restructuration (groupe Empain-Industrie), soit candidates, malgré elles, à des prises de participation (Général des Eaux, Suez) et encore portées de promesses dans l'avenir (Michelin, Saint-Gobain), s'est poursuivi de plus belle.

Ces opérations particulières, rassemblant parfois à de véritables actions de « commando », ont eu un double impact sur la Bourse parisienne. D'une part, d'abord, l'aspect technique, du fait de l'injection fréquente de capitaux extérieurs, phénomène non moins important pour la Bourse.

Dans le contexte actuel, ainsi bien national qu'international, cette recherche à tout prix de placements mobiliers peut revêtir un caractère surprenant. Dans le cas de la Bourse de Paris, l'explication est claire. La pierre ne fait plus recette, l'or et le diamant ont perdu de leur éclat et une accalmie s'est abattue sur le marché obligataire. Les taux des nouveaux emprunts, souvent en peine de se placer, placent, dans ces conditions les liquidités sont abondantes.

Autre facteur favorable à l'effacement du 31 mars approche à grande pas, et les SICAV-Monrey devront, avant cette date, révéler les résultats de leur gestion en 1980 auprès de leur clientèle, d'où la persistance de courants d'achats réguliers.

Cela dit, les gymnastiques inspirées par tel ou tel titre, ont eu une importance primordiale, puisque la part prise journalièrement par les valeurs les plus traitées a représenté 60 à 70 % du volume global des transactions.

Dites que le marché est à la fois d'angoisse et d'optimisme en vase clos, sans se préoccuper le moins du monde des échecs ou des succès de l'économie, c'est là que se situe le cœur de la décision du président Reagan d'armer la résistance afghane ni des bruits de botte toujours parus aux frontières de la Pologne, encore moins des derniers sondages électoraux. Nous savons déjà écrit les meilleurs financiers, en ce qui les concerne, s'agit d'être pour acquiescer la réélection du président Giscard d'Estaing, peut-être, la forte hausse en fin de semaine de Wall Street, due également à des situations particulières (voir d'autre part), a pu influencer favorablement. Mais ce n'est pas vraiment certain.

La question que se posent beaucoup autour de la corbeille est donc de savoir en premier lieu ce qui va se passer après le 31 mars quand les SICAV-Monrey auront fait le plein, ensuite quand les piles d'attraction de la cote auront cessé d'agir, enfin, et surtout après le 10 mai lorsque la Bourse sera de nouveau confrontée à l'actualité boursière de chaque jour, plus souvent noire que rose. Une intervention des « gendarmes » dans les deux premiers cas n'est pas exclue par les spécialistes, surtout entre les deux tours. Attendu qu'il ne s'agit pas de formuler la moindre prévision, surtout si le nouveau gouvernement s'engage, comme quelques autres, sur la voie d'une pression fiscale accrue.

ANDRÉ DESROT.

Bourses étrangères

LONDRES

Le budget d'investissement présenté le 10 mars par le premier ministre n'a pas été du goût du stock exchange, qui 72 ans, dès le lendemain, par la plus forte baisse quotidienne des

NEW-YORK

Wall Street a recouvert cette loi, évaluant fait dénoter des dangers, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

La séance observée sur le front de crédit avec le généralisme progressif des « primes » à 11 1/2 %, le créditabilité grandissante dans le plan de redressement bancaire, mais surtout le rôle des valeurs américaines (voir d'autre part), en liaison avec la multiplication des O.P.A., ont stimulé la spéculation et en conséquence, le marché a été coté en hausse, mais avec une valeur unitaire de 21,24 points de cotation de son indice du 9 mars.

TOKYO

BARCELONE

BOLOGNE

BRUXELLES

GENÈVE

LUXEMBOURG

MILAN

PARIS

ROME

STOCKHOLM

ZÜRICH

AMSTERDAM

FRANKFURT

HAMBURG

MUNICH

VIENNE

WURZBURG

BOCHUM

DORTMUND

DUISBURG

ESSEN

LEIPZIG

MAGDEBURG



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

2. EUROPE
3. ASIE
4. AMÉRIQUES
5. AFRIQUE
6. Océanie
7. Éducation
8. Sports
9. Culture
10. Économie
11. Social
12. Conjoncture
13. La semaine financière
14. Radio-télévision (10)
15. Informations
16. Services (7)

### POLITIQUE

#### 4-5 LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

### SOCIÉTÉ

#### 6-7 La formation et le recrutement des policiers (11), par Jean-Michel Durand-Soufflot

### CULTURE

#### 8. FORMES : Felo à Paris

### ÉCONOMIE

#### 11. SOCIAL

#### 12. ENVIRONNEMENT

#### 13. CONJONCTURE

#### 14. LA SEMAINE FINANCIÈRE

#### 15. RADIO-TÉLÉVISION (10)

#### 16. INFORMATIONS

#### 17. SERVICES (7)

#### 18. Météorologie : Météo, croûtes

#### 19. Journal officiel

#### 20. Programmes spectacles

#### 21. Cinéma

#### 22. Musique

#### 23. Théâtre

#### 24. Danse

#### 25. Cinéma

#### 26. Musique

#### 27. Théâtre

#### 28. Danse

#### 29. Cinéma

#### 30. Musique

#### 31. Théâtre

#### 32. Danse

#### 33. Cinéma

#### 34. Musique

#### 35. Théâtre

#### 36. Danse

#### 37. Cinéma

#### 38. Musique

#### 39. Théâtre

#### 40. Danse

#### 41. Cinéma

#### 42. Musique

#### 43. Théâtre

#### 44. Danse

#### 45. Cinéma

#### 46. Musique

#### 47. Théâtre

#### 48. Danse

#### 49. Cinéma

#### 50. Musique

#### 51. Théâtre

#### 52. Danse

#### 53. Cinéma

#### 54. Musique

#### 55. Théâtre

#### 56. Danse

#### 57. Cinéma

#### 58. Musique

#### 59. Théâtre

#### 60. Danse

#### 61. Cinéma

#### 62. Musique

#### 63. Théâtre

#### 64. Danse

#### 65. Cinéma

#### 66. Musique

#### 67. Théâtre

#### 68. Danse

#### 69. Cinéma

#### 70. Musique

#### 71. Théâtre

#### 72. Danse

#### 73. Cinéma

#### 74. Musique

#### 75. Théâtre

#### 76. Danse

#### 77. Cinéma

#### 78. Musique

#### 79. Théâtre

#### 80. Danse

#### 81. Cinéma

#### 82. Musique

#### 83. Théâtre

#### 84. Danse

### LE DÉTOURNEMENT DE L'AVION PAKISTANAIS

## L'appareil transportant les prisonniers réclamés par les pirates de l'air est arrivé à Alep (Syrie)

L'appareil en provenance de Karachi, transportant les prisonniers politiques libérés au Pakistan, conformément aux exigences des pirates de l'air qui déclarent toujours en cours les négociations d'un avion de la FIA (Indonésie) dans le sud de l'Indonésie, à Alep, dans le nord de la Syrie, a été livré à la fin de la semaine dernière. Le pilote, un indonésien, a été libéré et a rejoint son pays. Le pilote a été libéré et a rejoint son pays. Le pilote a été libéré et a rejoint son pays.

### Des garanties de l'ONU

Le départ de Karachi avait été précédé de garanties de l'ONU. Le départ de Karachi avait été précédé de garanties de l'ONU. Le départ de Karachi avait été précédé de garanties de l'ONU.

## La France demande à la C.E.E. l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

La France va demander à ses partenaires européens l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981. Selon les termes de l'accord de 1974, la France ne peut exporter plus de 600 000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. en 1981.

### En Espagne

## Le gouvernement entend renforcer la loi anti-terrorisme

Madrid (A.F.P.). Le gouvernement entend renforcer la loi anti-terrorisme. Le gouvernement entend renforcer la loi anti-terrorisme. Le gouvernement entend renforcer la loi anti-terrorisme.

### Au Tchad

#### WASHINGTON

#### S'ÉLÈVE CONTRE LA PRÉSENCE D'UNE CINQUANTAINES DE MILITAIRES SOVIÉTIQUES

Washington (A.F.P.). — Une cinquantaine de militaires soviétiques sont présents au Tchad. Une cinquantaine de militaires soviétiques sont présents au Tchad. Une cinquantaine de militaires soviétiques sont présents au Tchad.

### LA LIVRAISON DE GAZ SOVIÉTIQUE À L'EUROPE CONTINUE D'INQUIÉTER LES AMÉRICAINS

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

### A Saint-Quentin

## LES COMMUNISTES RESTITUE LE FICHER DÉTOURNÉ

A Saint-Quentin (Ain), les militants communistes qui étaient parvenus à récupérer le fichier dérobé par un agent de la police, ont restitué le fichier. Les militants communistes qui étaient parvenus à récupérer le fichier dérobé par un agent de la police, ont restitué le fichier.

### Incendie

#### dans les locaux de la C.G.T.

Un incendie s'est déclaré dans les locaux de la C.G.T. à Saint-Quentin. Un incendie s'est déclaré dans les locaux de la C.G.T. à Saint-Quentin. Un incendie s'est déclaré dans les locaux de la C.G.T. à Saint-Quentin.

### Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social

Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social. Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social. Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social.

### En Irak

#### « NOUS N'AVONS PAS OBTENU UNE SEULE CARTOUCHE DE L'U.R.S.S. DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE », affirme le ministre de la défense.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

### En Espagne

## Le gouvernement entend renforcer la loi anti-terrorisme

Madrid (A.F.P.). Le gouvernement entend renforcer la loi anti-terrorisme. Le gouvernement entend renforcer la loi anti-terrorisme. Le gouvernement entend renforcer la loi anti-terrorisme.

### Au Tchad

#### WASHINGTON

#### S'ÉLÈVE CONTRE LA PRÉSENCE D'UNE CINQUANTAINES DE MILITAIRES SOVIÉTIQUES

Washington (A.F.P.). — Une cinquantaine de militaires soviétiques sont présents au Tchad. Une cinquantaine de militaires soviétiques sont présents au Tchad. Une cinquantaine de militaires soviétiques sont présents au Tchad.

### LA LIVRAISON DE GAZ SOVIÉTIQUE À L'EUROPE CONTINUE D'INQUIÉTER LES AMÉRICAINS

Washington (A.F.P.). — La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains. La livraison de gaz soviétique à l'Europe continue d'inquiéter les Américains.

### En Irak

#### « NOUS N'AVONS PAS OBTENU UNE SEULE CARTOUCHE DE L'U.R.S.S. DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE », affirme le ministre de la défense.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

### A Saint-Quentin

## LES COMMUNISTES RESTITUE LE FICHER DÉTOURNÉ

A Saint-Quentin (Ain), les militants communistes qui étaient parvenus à récupérer le fichier dérobé par un agent de la police, ont restitué le fichier. Les militants communistes qui étaient parvenus à récupérer le fichier dérobé par un agent de la police, ont restitué le fichier.

### Incendie

#### dans les locaux de la C.G.T.

Un incendie s'est déclaré dans les locaux de la C.G.T. à Saint-Quentin. Un incendie s'est déclaré dans les locaux de la C.G.T. à Saint-Quentin. Un incendie s'est déclaré dans les locaux de la C.G.T. à Saint-Quentin.

### Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social

Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social. Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social. Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social.

### En Irak

#### « NOUS N'AVONS PAS OBTENU UNE SEULE CARTOUCHE DE L'U.R.S.S. DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE », affirme le ministre de la défense.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

### A Saint-Quentin

## LES COMMUNISTES RESTITUE LE FICHER DÉTOURNÉ

A Saint-Quentin (Ain), les militants communistes qui étaient parvenus à récupérer le fichier dérobé par un agent de la police, ont restitué le fichier. Les militants communistes qui étaient parvenus à récupérer le fichier dérobé par un agent de la police, ont restitué le fichier.

### Incendie

#### dans les locaux de la C.G.T.

Un incendie s'est déclaré dans les locaux de la C.G.T. à Saint-Quentin. Un incendie s'est déclaré dans les locaux de la C.G.T. à Saint-Quentin. Un incendie s'est déclaré dans les locaux de la C.G.T. à Saint-Quentin.

### Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social

Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social. Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social. Il est faux et dangereux de présenter le Japon, comme un modèle social.

### En Irak

#### « NOUS N'AVONS PAS OBTENU UNE SEULE CARTOUCHE DE L'U.R.S.S. DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE », affirme le ministre de la défense.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

Beyrouth (A.F.P.). — L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak. L'Union soviétique a fourni des armes à l'Irak.

# Les squatters d'Amsterdam ont leurs experts

## Jacques Mehler : faire de la psychologie une science exacte

Dossier : l'aquaculture

# Le Monde

DI MANCHE

## La France de l'héritage

Toucher à l'héritage, c'est comme toucher à la famille. Un impressionnant consensus social s'est formé à son propos : la France des propriétaires est en marche.

MICHEL HEURTEAUX

**L'**HERITAGE ! Les Français peuvent s'opposer sur bien des sujets — et ils ne s'en privent pas, — celui-là, au moins, fait à quelques nuances près l'unanimité. Un consensus impressionnant : nous Français sur dix se déclarent favorables à la transmission héréditaire des biens. Plus remarquable encore est la stabilité des opinions positives : 88 % en 1963, 87 % en 1970 selon un sondage commandé par le mouvement Jeune Notariat (1), qui pourrait conclure : « L'attachement au principe même de la dévolution successorale est un fait majeur de société ». Une étude de la revue *Sondages* (2) soulignait en 1970 l'ampleur du phénomène : les ouvriers sont désormais à égalité avec les cadres, les industriels et les commerçants — 88 % — et devançant d'un point les employés et les artisans et talonnant les agriculteurs, qui font le plus gros score : 91 %.

Autre constatation : il y a guère de variation d'une région à l'autre, pas de différences notables entre les niveaux d'instruction. Quant au classement par préférences politiques, la marge est infime entre ceux qui se déclarent du parti communiste (88 %) et les personnes se situant au centre et à droite (90 %). On pourrait s'attendre que les personnes n'ayant aucune espérance d'héritage soient beaucoup plus réservées sur le principe. Eh bien ! non. On trouve autant d'opinions favorables chez ses derniers (90 %) que chez ceux qui ont déjà reçu quelque chose (88 %) et ceux qui souhaitent à hériter (89 %).

« Il est normal d'hériter de ses parents », entend-on dire, ou « On doit laisser quelque chose à ses enfants ». Comme le fait remarquer cet employé : « Tout ça, c'est inscrit dans la norma-

lité ! ». Il y aurait ainsi un devoir de transmettre, une légitimité à recevoir.

De tout temps, la succession a été une chose une sorte de droit d'essence divine, supérieur à la loi civile, tandis que les philosophes du dix-huitième siècle furent les premiers à la considérer comme une création sociale artificielle. « Sans doute la réalité doit-elle être différente de ces théories extrêmes », firent remarquer prudemment les notaires au cours d'un congrès en 1978. Dans son acception actuelle, *successor*, c'est bien recueillir la succession de son auteur, mais c'est aussi se dire son successeur, la continuation de sa personne. Une fois, la succession conservait toujours son aspect de loi naturelle. « Loi qui, pensait-on comme telle, constituait un des fondements du droit à succéder.

« Naturel », « normal », « légitime », autant d'adjectifs pour qualifier l'héritage et pour le justifier. L'étude de la revue *Sondages* met en évidence deux types d'arguments souvent associés : d'une part, y a-t-il des idées très répandues — surtout chez les ruraux, les professions libérales et dans les milieux modestes — qu'il est juste que le fruit du travail et des efforts aillent aux enfants ; d'autre part, il y a la volonté unanime de « sauvegarder le patrimoine et la transmission dans la famille ».

Mais la raison essentielle de cet attachement à la dévolution successorale est à rechercher dans l'aspiration qui se manifeste de plus en plus à la propriété. La possibilité de transmettre son avoir d'une génération à l'autre conditionne et favorise tout le processus d'accumulation et l'expérience notariale confirme cette donnée de base. « On ne rencontre guère de propriétaires qui ne se soucient du sort de leurs biens,



ROBERT ORLIG

d'héritiers qui s'étonnent de recevoir une succession », résume un jeune notaire de la région rhénane. Héritage et propriété sont liés, indissociablement. Dans l'esprit du public comme dans le droit.

Toucher à l'un, c'est porter atteinte à l'autre. Sentiments partagés par toutes les couches de la population et sur lequel certains ne manquent pas de jouer lorsque l'on propose, par exemple, de taxer plus lourdement les grosses fortunes.

La propriété est un droit, le plus sacré de tous les droits des citoyens, écrit le Jean-Jacques Rousseau de l'*Encyclopédie*, « sacré et inviolable », selon le code Napoléon, « sacré et perpétuel » si l'on en croit les traités de droit civil. Lyrique, l'orateur d'un congrès notarial en 1943 ne craignit pas d'affirmer que la propriété privée était non seulement « sacrée, hygiénique et exemplaire », mais qu'elle constituait, en outre, « une nécessité vitale, un agent de moralité ». Aujourd'hui, il n'est pas de sujet moins controversé que celui-là. Les idées d'un Pontchartré — « La propriété, c'est le vol » — ou de Marx et Engels demandant son abolition ainsi que celle de l'héritage ne font plus recette, jusque dans les rangs de la gauche. Les opposants, bien déshabillés d'allure, se font plus rares, jusque dans les rangs de la gauche. Les opposants, bien déshabillés d'allure, se font plus rares, jusque dans les rangs de la gauche. Les opposants, bien déshabillés d'allure, se font plus rares, jusque dans les rangs de la gauche.

de la succession ne se pourrait plus, affirme-t-elle, à partir de moment où les moyens de production ne seraient plus la propriété juridique des gens, mais possédés par les utilisateurs, au service de la collectivité. C'est elle qui les récupérerait au moment de la disparition du possesseur.

### Aspirants

Ce communisme primitif, cette espèce de retour à l'état de nature, ne séduisent guère dans une société qui accumule. Robert, patron confiseur à Paris, juge la propriété et l'héritage qui se « double » peut-être injustes mais néanmoins « légitimes » et nécessaires à la bonne marche de la société. Lui se place sur le terrain du bon sens. « Voyez l'U.R.S.S., où l'héritage n'existe pratiquement pas, rien se fonctionne. Chez nous, si on le supprime, plus personne ne travaillerait pour créer des biens. » Pour M<sup>lle</sup> Paul Charrier, vice-présidente du conseil supérieur du notariat : « Chaque pays a sa mentalité. Chez nous, il y a un goût de l'épargne. On économise pour avoir un droit à soi ». Attitude qui s'expliquerait par le fait que les Français sont des gens profondément rationnels.

Raisonnables ? Nous le sommes de plus en plus. Dans une société tout orientée vers la consommation individuelle, l'accession à la propriété privée de son loge-

ment reste la grande affaire. La relative déstabilisation des milieux ouvriers et le développement des classes moyennes expliquent, en grande partie, la généralisation de la propriété. Entre 1965 et 1969, les hausses des prix des loyers aidant, la proportion des ménages propriétaires et « accédants » est passée de 38 % à près de 50 %. Un Français sur deux qui n'a pas hérité à s'enrichir, économisé, il est vrai, par une politique du crédit particulièrement favorable. A côté de ceux qui sont déjà propriétaires, il y a tous ceux qui rêvent de le devenir. Une aspiration partagée par une majorité de plus en plus large : 74 % en 1970, 80 % seulement en 1963, selon l'IFOP. Les terrains à bâtir, les valeurs mobilières, la possession d'une entreprise n'intéressent que 8 % des personnes interrogées.

Dans son rapport consacré aux comptes du patrimoine national (3), l'INSEE soulignait l'importance croissante de l'immobilier dans la fortune des particuliers : plus des deux tiers en 1970. Les ménages à forte période, possédant 8 % des logements, 71 % des terrains, 60 % de la monnaie en circulation, 80 % des dépôts d'épargne. Au total, le patrimoine des Français se montait à 4800 milliards de francs courants. A ce confortable mapot, il faudrait ajouter, pour être complet, toute la partie cachée et non chiffrable de la fortune : bijoux, pièces précieuses, objets d'art,

or en barre, en lingots, en napoléon, un stock pesant entre 5000 et 10 000 tonnes.

Si les Français se sont globalement enrichis, la croissance du patrimoine n'a en rien modifié l'inégalité de sa répartition. Dans une étude portant sur la période 1948-1975 (4), Dominique Strauss-Kahn, universitaire, et André Masson, chercheur au C.N.R.S., mettent l'accent sur ce fait essentiel : l'expansion économique n'entraîne pas automatiquement une réduction de l'inégalité des fortunes. « Il est souvent constaté que la croissance est une condition nécessaire d'une société plus égalitaire qui permettrait, sans remettre en cause l'acquis, de corriger certaines inégalités parmi les plus riches. Malheureusement l'hypothèse de ce *divers* quart de siècle s'inscrit en faux contre cette hypothèse ».

En effet, le fossé entre les plus riches et les plus pauvres n'a cessé de s'agrandir. L'inégalité entre les patrimoines était encore plus considérable que celle des revenus : 10 % des plus fortunés détenaient en 1971 la moitié du patrimoine.

(Lire la suite page IV.)

(1) *Sondage IFOP - Le Peuple*, novembre 1978.  
(2) *Sondage*, 1970, éditions Le Chêne, 15, rue Séguier, 75006 Paris.  
(3) *Le Patrimoine national*, Service économique et statistique, n° 114, septembre 1978.  
(4) *La Croissance et l'inégalité des fortunes de 1948 à 1975*, revue Économie et statistique, n° 98, mars 1978.

**PARIS ATHENES 900F**

**nouvelles frontières**  
nous luttons pour le droit au voyage

55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

— Quelle est la  
diversité de la situation

[illegible]





GLADYS

## Le dur bonheur de Caroline

Seize ans. Et déjà la vie de couple, l'avortement, la drogue. Et déjà les désillusions.

FABRICE ROULEAU

SON corps avale de jeunes filles de seize ans se déplacent avec grâce entre la chaîne météo et le lit d'une personne dans la chambre encore baignée par les souvenirs de l'enfance. Son visage ravissant éclairé par des yeux bleus ne trahit aucune amertume, aucune

« En quoi ta génération et celle de tes parents diffèrent-elles ? »

— Il y a un maximum de transformations. Avant, les jeunes étaient vachement bien, ils se contentaient d'être étudiants, de faire des fêtes entre eux. Pour eux il y avait un renouveau par rapport à ce qui était passé avant et ils ne cherchaient pas plus loin, ils vivaient. Ce qui a changé c'est qu'il n'y a plus de renouveau. Je trouve qu'il y a beaucoup de désespoir chez les gens en ce moment, il y a beaucoup de tentatives de suicide et ça me déçoit pas. Moi aussi j'y ai pensé.

— Tu es croyante ?  
— Oh non, pas du tout. Je me suis posé la question quand j'étais toute petite, quand j'avais sept ans. Mais je ne suis plus du tout croyante, surtout maintenant, au point où tout le monde en est, je ne vois pas comment ça peut exister.

— Qui est responsable de cette société selon toi ?

— C'est pas moi en tout cas. Ce sont les gens qui ont du fric qui ont fabriqué la société, les gens qui ont le pouvoir. Ça ne changera pas de toute manière.

— Comment vois-tu les jeunes autour de toi ?

— Il y a plein de jeunes qui veulent se droguer parce qu'ils trouvent qu'il ne se passe plus rien, qu'il n'y a plus de mouvement. Ils s'emmerdent vrai-

ment dans leur vie, ils font huit heures de boulot par jour et il ne se passe vraiment rien. Ils sont comme des machines et ils sortent de ça par la drogue. C'est vrai que c'est dramatique, je pense que de seize à vingt ans ça devrait être un âge où l'on est gai, où l'on n'est pas angossé, où l'on n'a pas de problèmes et c'est le contraire. Je trouve que les jeunes sont super-angossés par tout ce qui se fait, par toutes les nouvelles ébausses, même les chansons françaises. Les jeunes n'ont pas d'avenir, ils ne veulent pas de futur, ils ont peur de ce qui va arriver, ils veulent de plus en plus vivre au présent.

— Quel est ton idéal de société ?

— Que les gens soient plus fous. Mon idéal de société ce serait que les gens arrêtent d'être fonctionnaires, qu'ils ne trouvent plus ça normal d'avoir un salaire et de travailler huit heures par jour et de penser qu'un week-end toute la semaine.

— Comment vois-tu ton bonheur ?

— En étant complètement enfermée sur moi-même. En étant avec les gens que j'aime, que j'apprécie.

### Le couple

— Qu'est-ce qui a été le plus difficile à accepter ?

— De me rendre compte que la personne que j'aimais je ne l'aimais pas pour elle, je l'aimais pour moi. J'ai appris que je ne pourrais pas arriver à faire ce que je voulais sans quelqu'un.

— Je suis trappé par la recherche du couple dans la génération.

Effectivement, parce que c'est une recherche du bonheur et en ce moment la recherche du bonheur c'est le couple. Si on couple c'est le bonheur de ne pas être seul, c'est tout ce qui fait lié à la solitude.

— Quelle est l'influence du divorce de tes parents ?

— Je ne sais pas. Je sais que beaucoup de jeunes recherchent la fidélité contrairement à la génération des trente-cinq-quarante ans, pour qui c'était l'indépendance. Ils veulent les jeunes comme des jeunes qui vont devenir super-indépendants, et ce n'est pas du tout ce qui se fait. Il y a une période dans l'adolescence, je l'ai vécue entre douze et quatorze ans, où c'est l'indépendance, les masses libérées, les masses libérées, on s'en va les masses et puis plus tard c'est tout le contraire. Pour moi, la fidélité ça veut dire que vraiment tu aimes quelqu'un. Moi, je ne peux pas faire l'amour avec quelqu'un comme ça, rien que pour le physique. Et si quelqu'un me trompe, ça veut dire qu'il n'est plus amoureux de moi. D'un autre côté, c'est vachement contradictoire parce que je pense que si c'est toujours « je t'aime, tu m'aimes », c'est aussi lassant.

— Comment envisages-tu la vie ?

— Dans quelques mois je vais vivre avec un garçon dans un appartement à Paris. Il a vingt ans, c'est un grand, pas si grand que ça. Mais je ne sais pas si ça va durer longtemps parce qu'il compte partir, il compte désertir parce qu'il ne veut pas faire son service militaire, donc on n'habitera qu'un an ensemble.

— Pourquoi désertir ?

— Ça le rend absolument malade de faire son service militaire, et il n'arrive absolument pas à se faire réformer. C'est justement un mec qui est très angossé, qui se drogue d'ailleurs. Je l'ai aussi connu ça. J'essaye de comprendre, c'est trop facile de laisser tomber et de dire : « Je te laisse tomber parce que je ne suis pas là dedans, donc débrouille-toi tout seul. »

— Tu te drogues ?

— Ça dépend ce que tu appelles se droguer. Je n'ai jamais essayé la « shoukouse » et je n'essaierai jamais, c'est tout ce que je n'ai pas essayé. En plus, sans savoir pourquoi, je suis très attirée par ces gens-là et c'est pas beau du tout, ça les a dégradés complètement. Je vis avec quelqu'un qui le fait, donc je vois ce que c'est et c'est pas bien.

« Mais il n'y avait aucune

relation entre l'âge de cet homme qui m'a déçu et le manque de maturité des garçons de mon âge. C'était beaucoup plus basé sur la séduction, j'étais complètement éblouie par quelqu'un qui me faisait un charme pareil. Les rapports qu'on avait étaient très bizarres parce qu'il vivait avec trois femmes. Ça a duré un an ou deux ans. C'était bizarre et ça m'a marqué.

— Comment envisages-tu la vie ?

— Dans quelques mois je vais vivre avec un garçon dans un appartement à Paris. Il a vingt ans, c'est un grand, pas si grand que ça. Mais je ne sais pas si ça va durer longtemps parce qu'il compte partir, il compte désertir parce qu'il ne veut pas faire son service militaire, donc on n'habitera qu'un an ensemble.

— Pourquoi désertir ?

— Ça le rend absolument malade de faire son service militaire, et il n'arrive absolument pas à se faire réformer. C'est justement un mec qui est très angossé, qui se drogue d'ailleurs. Je l'ai aussi connu ça. J'essaye de comprendre, c'est trop facile de laisser tomber et de dire : « Je te laisse tomber parce que je ne suis pas là dedans, donc débrouille-toi tout seul. »

— Tu te drogues ?

— Ça dépend ce que tu appelles se droguer. Je n'ai jamais essayé la « shoukouse » et je n'essaierai jamais, c'est tout ce que je n'ai pas essayé. En plus, sans savoir pourquoi, je suis très attirée par ces gens-là et c'est pas beau du tout, ça les a dégradés complètement. Je vis avec quelqu'un qui le fait, donc je vois ce que c'est et c'est pas bien.

« Mais il n'y avait aucune

Bref, ça peut être très bien mais c'est très dur. Ce qui m'attrait, ce n'était pas de le faire c'était de voir pourquoi, de savoir pourquoi, et puis parce que ce sont des gens hors de la normale.

— Ta mère a une autorité sur toi ?

— Oui, elle a une autorité que j'accepte dans les domaines affectifs. Je sais que j'ai dû lui faire vachement mal en lui disant que je voulais aller vivre avec quelqu'un d'autre à seize ans. Elle pensait que la vie qu'elle me faisait, c'était une vie très libérale par rapport à ce qu'elle a vécu. Parce qu'elle était d'accord pour que j'arrête le lycée, pour que je fasse une école du spectacle, pour m'entretenir, elle n'a pas bien compris qu'à seize ans je voulais m'arrêter une vie de couple. Il y a beaucoup de gens de trente ans qui sont vraiment étonnés qu'à seize ans je veuille vivre en couple. Ils trouvent que c'est un échec total.

### « Vachement naïve »

— As-tu l'impression que ton éducation détermine d'un faux libéralisme ?

— Tout à fait. Et quand j'en parle avec ma mère elle retourne la question pour que je trouve ça normal. Si je fais un enfant, c'est pour qu'il devienne un individu et pas seulement mon enfant.

— As-tu déjà été enceinte ?

— Oui. Ça m'a posé un énorme problème. D'avoir un gros ventre, c'est vachement agréable et quand ça se passe avec une personne que tu aimes c'est dur de se dire : « J'aurais pu avoir un enfant, ça aurait pu être formidable. » C'est agréable de sentir son corps se transformer. J'ai pas mal de copines qui ont été enceintes. C'est vrai qu'il y a une inconnue insupportable. Quand j'étais jeune je ne voulais pas prendre la pilule. Je me disais : « C'est ridicule, pourquoi ça m'arriverait à moi. » Mon avortement a été vraiment une horreur.

— Tu ne penses pas que tu subis le malaise de notre civilisation ?

— C'est ce que c'est le malaise de la civilisation ?

— Tu veux vivre longtemps avec ton ami ?

— Je ne sais pas. On a des rapports vachement durs, on n'arrive pas de s'engueuler. Ce que je ne veux pas, c'est que ça devienne un bordel, qu'il y ait pas autre chose que lui. Il veut partir je ne sais pas où ; à l'étranger pour désertir pendant je ne sais pas combien de temps. Je vais habiter avec lui un an et après je ne sais pas s'il reviendra. Je ne sais pas qui il va rencontrer pendant son voyage, peut-être qu'il rencontrera une autre fille, donc mes projets sont difficiles. Depuis que je l'ai connu je ne suis déjà dix fois plus en Bolivie pour ne pas aller au lycée. Je n'aurais pas seize ans et j'aurais dû continuer le lycée mais je ne voulais plus. Ces six mois ont été horribles, vraiment durs pour moi, et en revenant j'appréhende qu'il veut partir.

— Ton projet est à très court échéance.

— Bien sûr qu'il est à très courte échéance. Moi aussi j'ai peur du futur. D'un autre côté j'aimerais bien voir le futur mais je suis assez déçue par ce que je croyais vivre, je me suis trompée. J'ai l'impression de passer complètement ce que je pourrais vivre. Ce qui m'a cassé aussi c'est qu'il y a un an, quand j'ai rencontré mon fiancé, j'étais vachement naïve sur la vie, je trouve que j'avais beaucoup de poésie et j'y croyais à fond, j'étais complètement passionnée et je me suis aperçue que ce n'était pas ça. Que pour moi c'était la passion mais pas pour lui. Ça n'a vraiment pas duré longtemps la période où tu es vachement amoureux, on tu redécouvre sans cesse l'autre personne et c'est douloureux.

— Je crois que les gens qui parlent comme toi il y a quelques années avaient quarante ans.

— Ah bon !

— Tu ne penses pas que tu subis le malaise de notre civilisation ?

— C'est ce que c'est le malaise de la civilisation ?

# La France de l'héritage

(Suite de la première page.)

Le patrimoine moyen des professions libérales, des industriels et des gros commerçants, était seize fois plus élevé que celui des ouvriers et des salariés agricoles. Quant aux revenus tirés de la propriété, immobilier en rapport par exemple, ils sont selon une étude de l'INSEE, vingt-trois fois plus élevés chez les cadres supérieurs que dans les ménages d'ouvriers.

[illegible][illegible]

Ces disparités sont enco-  
accoutumées par le fait que des  
autres types de transferts, indis-  
cible, sont effectués par les  
ces mêmes ménages. Le CRE  
distingue 7 « aide » (renseigne-  
ment, aide financière, aide maté-  
rielle à disposition d'un loge-  
ment...) de la « donation » (ver-  
sement d'argent de maître tiers  
à un enfant, à un parent, à un  
selon lui, un ménage sur quel-  
transfère Ansa sur ses enfants  
et sur ses parents). Les données  
l'Institut national des études  
démographiques a de son côté  
réalisé une enquête sur les trans-  
de Louis Roussel à l'Institut  
après le mariage des Français  
de 1970-1971. Les données sur  
s'argent et autres dons (19  
mobilière (27 %), logement (6  
revenue (4 %), équipement (re-  
sultats sont attribués, selon l'IN-  
à l'occasion d'un événement  
important de la vie familiale  
ou d'un mariage. Les données  
enfant, mais aussi : un gros  
investissement du jeune ménage  
dans son fin de l'activité pro-  
fessionnelle ou pour l'achat  
des ménages-parcels s'iden-  
tifiés enfants varie consi-  
dérablement selon le type de  
transferts. Les données sur le  
conférences de l'INED, regrou-

que 60 % des cadres supérieurs aident leurs enfants à l'occasion du mariage contre 32 % chez les ouvriers; selon l'enquête CREP l'aide parentale totale serait de 51 % pour les professions libérales et 17 % chez les ouvriers. Inégalités dans les espérances, inégalités dans la fréquence et la diffusion, inégalités enfin entre les montants reçus : en 1975, cadres supérieurs et professions libérales avaient reçu 202 000 francs de donations en valeur moyenne, 210 000 francs en héritage contre 45 000 francs et 51 000 francs

pour les employés.

« En Angleterre, le marquage de la propriété est en effet quasiment inexistante. Alors que dans notre pays 60 en pensent que la reproduction sociale n'est pas nouvelle, les Anglais ont compris qu'il ne faut pas porter la position sociale dépend du patrimoine et de la transmission héréditaire. Ils ont révisé la loi sur l'héritage, la loi sur la distribution des fortunes. » Constat qui n'est évidemment dans cette étude nationale très croisée du huitième siècle.

« Il existe en France de nombreuses familles possédant plusieurs grosses fortunes atteignant les 10 millions de francs. » Les *self-made men* sont rares aujourd'hui, mais ils ont existé.

Dans 90 % des cas, les patrimoines importants ont été constitués par du capital transmis.

Moralité : pour aller haut dans la vie, autant pas du capital.

du *comptant*.

## La lignée

[illegible][illegible]

## Les racines

[illegible]

« Elle ne veut plus que les parents la rende captive par la perspective d'héritages. Cela rentre dans la transformation très générale de la relation qui existe dans la famille. On souhaite que ces relations ne soient pas des obligations de droit, mais des relations libres, sélectives. »

Mais à côté d'un souci d'autonomie, coexiste une espèce de

nostalgie du passé : on recherche ses antécédents, on découvre ses racines, on se réconcilie avec une extrême mobilité compensée par une recherche de stabilité dans le temps. On se réconcilie avec Foucault, André Breton, par exemple, il était de bon ton de mépriser le maître rural des parents. On se réconcilie avec la guerre, on détruit ceux qui ont été les ennemis du régime pour en faire l'unité nationale. On se réconcilie avec le même coup en héritier légitime, semble aller de soi, même si l'on reste dans le vague ou exprime une certaine ambiguïté sur ce principe. Syrie, enseignant dans la banlieue parisienne ne se sent pas étranger, il se sent à la fois à l'école et à l'école, il considère « l'étranger scolaire » du parti d'un certain nationalisme, mais, en même temps, il se réconcilie avec la France, il s'efforce d'assimiler, malgré tout, aux relations de la famille, « seront les membres de la famille », objets de la même affection, des écorces dans lequel l'élève coupe papa, maman. Je ne voudrais pas voir tout cela, mais, maintenant, je ne voudrais pas maintenant elle s'ajoute : « De toute façon je n'attends pas

L'attitude des enfants — on n'attend pas de vous succéder pour construire notre réussite professionnelle — réclament de la cellule familiale, on conduit la génération des parents à privilégier dans les affaires de la vie professionnelle les liens de couple. L'entreprise EFOP déjà citée — réalisée pour le Mouvement Jeune notariat à l'occasion d'une « journée portes ouvertes » sur le thème « Les époux et le droit » — indiquait que pour une majorité de Français (86 %) c'est le conjoint survivant qui devrait avoir le plus de droits à hériter des biens du défunt, les enfants ne qu'en seconde position ; quant aux ascendants et collatéraux « privilégiés » et « ordinaires », ils réclament un score quasi nul.

Il y a là un divorce évident entre les souhaits ainsi exprimés et ce que stipule le Code civil. La présence d'enfants, de petits-enfants et même d'oncles et de cousins, le conjoint d'occupe que le quatrième rang dans l'ordre successif, les réserves de disposition précises prises par son vivant par le « premier mourant », l'époux survivant en présence d'enfants nés du mariage n'hésitera de pratiquement rien — seulement un quart en usufruit. Les notaires citent d'abondance des exemples de veuves ou seulement éprouvées mais « dépourvues de tout ». Alors, répètent-ils souvent : « Pensez au survivant ! »

[illegible]

donations : La multiplication des divorces, les secondes noces compliquent notablement la question des donations. » On se marie, on procréé, on se quitte... En cas de remariage du conjoint avec une personne plus jeune, les enfants peuvent se trouver un jour en concurrence avec la nouvelle

### Anticipation

Malgré tout, les donations sont vivement recommandées par le notariat. Bien qu'on ne possède aucune statistique précise, les couples se font donation généralement quelques années après le mariage, au moment de l'achat du logement. Cet acte signé devant notaire appartenant comme une garantie supplémentaire. Tant mari et femme, pour de meilleur et pour le pire. « Avec le contrat de mariage, la donation et une assurance sur la vie, les gens sont prêts jusqu'à bout », lance un jeune clerc de notaire.

Ces « libéralités entre époux », — comme les appellent si joliment les juristes, — qui retardent en fait le transfert, partiel ou complet, des biens aux véritables héritiers, sont souvent compensées par des « donations-partages », qui anticipent sur l'héritage à venir, ou par des aides, sous forme de dots, ou de prêts généralement non remboursables, des deniers de table, des cadeaux en espèces au moment de la naissance du premier enfant. Autant d'arran-

Cette solidarité apparemment très répandue, quoique très inégalement répartie, est normale comme une chose très normale. « Quand on peut le faire, il faut aider les siens avant qu'il ne soit trop tard », dit Roger. Cadre de la coopération, il a été marié à l'Alsace, a cinq enfants, a une sœur, il y a vingt ans, une villa à l'Alsace. « Une bonne affaire », reconnaît-il maintenant. Lui et sa femme ont reçu quelques héritages, ce qui leur a permis de se lancer avec succès dans des opérations immobilières. Ainsi, la

# Un Français sur dix fait son testament

Le bon vieux testament, ce message de l'Au-delà réjoui des questions très terre-à-terre. Serait-il en train de dire : « On peut se passer de Dieu ? On peut se passer des Français ? » Peut-être, de moins en moins : à peine 10 % d'après une enquête de la Société française de thématologie effectuée en 1979, 3 % chez les moins de trente-cinq ans, 10 % chez ceux qui ont dépassé soixante-cinq ans. Négligence, répugnance à envisager sa propre mort, superstition ? Les boucs émissaires psychologiques ne sont pas d'origine pas étrangère à cette « démission » dérivée de l'« humanisme » d'après volonté, bien que comme se fait remarquer ce notaire de province à ses clients inquiets : « Vous savez, le testament n'est jamais

Pour les spécialistes, cette faible proportion de testateurs s'expliquerait principalement par le développement des donations. D'abord le donateur entre époux, qui a selon la loi le caractère d'une « disposition de dernière volonté ». Ensuite le donatipartage, acte notarié par lequel un ascendant procède au partage de ses biens en faveur de ses descendants.

Les personnes qui rédigent un testament ont en général des enfants, des petits-enfants, des neveux, des cousines sans enfant, des veufs. Certaines catégories sociales tentent plus que d'autres : essentiellement les professeurs et les artistes, les hommes d'affaires, détenteurs de gros patrimoines. Ce sont ceux qui de « solennel », « unilatéral », révocable à tout moment, réalisent le plus grand nombre d'avantages. Lorsqu'il n'y a pas d'héritiers réservataires — père, mère ou descendants — le testateur peut disposer de son patrimoine comme il l'entend et même le partager ou le léguer ; il pourra se faire doter une personne étrangère, léguer tout ou partie de ses biens à une institution de bienfaisance. Il pourra aussi être tenu d'utiliser ce document comme une sorte contre certains des « vants drol » : les notaires reçoivent souvent des personnes âgées qui leur exposent les moyens de désahériter

capital pour survivre », ce qui permet de faire face aux obliga-

ions présentes et futures. « Bien sûr, au moment où nous achevons du joint-Godwin, boarsicoler, quoi ? » nous préférons assurer l'avenir de nos enfants. » Comment ? « En les aidant au coup par coup, selon les besoins. On les logera s'il le faut, on leur fera les prêts, cela leur permettra de prendre un bon départ dans la vie. »

[illegible]

## Unité de façade

Ce genre de cadeaux, lorsqu'ils interviennent très dans la vie, peuvent constituer un avantage fiscal. Et ce petit coup de main qui arrive fort à propos n'est pas sans conséquence et peut aussi expliquer en partie l'attachement que les parents ont pour leurs enfants, tout-elle l'avenir sous un jour autrement plus favorable depuis que sa mère a hérité d'un petit coup d'un appartement et d'une maison à la campagne. Elle n'est pas si facile de recevoir des personnes très concrètes de recevoir un jour elle-même cette succession. Mais sa mère, déjà propriétaire de son logement, a l'intention d'installer tout de suite sa fille dans la vie. « Elle aura la conscience de l'appartenance de

leurs enfants, mais même par testament il n'est pas possible de le faire, la loi faisant des descendants les premiers héritiers dans l'ordre successif. Le testateur a cependant la possibilité d'avantager l'un par rapport à l'autre.

Quelles que soient les dispositions prises, le testament doit être établi dans certaines formes : testament « olographe » — le plus courant, écrit « en entier », daté et signé, — testament « authentique » — dicté au notaire devant témoins — et beaucoup plus rare, le testament « mystique » qui revêt un caractère secret et doit être remis en présence d'un notaire et de deux témoins cachetés et scellés. Ce testament est formulé, par exemple, en vue de permettre au testateur de prendre des mesures connues de lui seul, e capone, et non inconvénient ; le notaire qui reçoit ce document sous scellés ne pourra renseigner son client s'il a par exemple rédigé certaines dispositions que le loi et nulles.

Si en principe le testament est inattaquable, il arrive néanmoins qu'il soit contesté par des héritiers ou des légataires. C'est le cas lorsque quelqu'un n'a pas été déposé chez un notaire. Il peut aussi ne pas être écrit, ou être écrit sans la forme requise. En effet, on peut avoir fait son testament dans une ville et décider des années plus tard de venir dans une autre ville, les héritiers n'ayant pas connaissance de l'existence du testament auront le plus grand intérêt à contester son existence. Pour remédier à cet état de fait, le conseil supérieur du notariat a fait appel à l'information. Un fichier central des dispositions de dernières volontés a été créé à Aix-en-Provence en 1975. Il contient les noms et adresses des riches individus, les noms et l'adresse du notaire détenteur des dispositions. En cas de décès, il suffit de téléphoner au notaire systématiquement pour le moment anonyme. Mais le notaire - surcharge de travail - envisage de passer bientôt ce fichier obligatoirement.

ne donation pour qu'elle puisse acheter un fonds de phar-

Parents généreux, enfants revendiquant parfois haut et fort leur autonomie mais ne refusant pas d'être aidés... On a là un portrait de famille plutôt rassurant. Si certains économistes voient dans la pratique des héritages une manifestation de la solidarité intergénérationnelle,

Les notaires sont beaucoup plus nombreux, ils ont parfois le sentiment d'être des professionnels de la mort. Selon l'enquête du CREDES, 75 % des personnes interrogées — ayant déclaré être notaire — ont répondu qu'elles ne ressentent l'obligation d'aider leurs parents, lorsque ceux-ci sont dans le besoin. « Bien entendu, tout le monde n'est pas riche », ont-elles répondu. Elles ont insisté, dans les affaires de succession, sur la prudence par définition, l'argent n'est pas grand rôle. « Ça change tout », ont-elles dit. « Quel que soit le milieu social, il s'agit d'être au premier d'une grande école pour avoir le droit de dire : "Je n'ai pas bon de terre, il y a un souci, un problème. Les enfants apprennent : lorsque l'on est riche, on ne peut pas se permettre de ne rien apprendre, on s'engage de non vivant, on lorsqu'il s'agit de remarques, de commentaires d'un second pil. Les lettres, les lettres, les lettres, les lettres, chacun ayant peur de se

(6) Syrus Samsar, 1978.  
« La répartition du patrimoine dont je ne dispose librement que de la moitié et l'on me laisse un quart sans même en avoir un quart si l'on a trois enfants ».

[illegible][illegible]

M. l'abbé H. Baudy, y compris  
Christophe, qui s'élève à 100 francs  
pour les dépenses, a été récom-  
pensé par le conseil d'administration  
de la paroisse de la commune de  
Lyonnet, par un diplôme de reconnaissance  
pour sa dévouée et efficace action  
au profit de la paroisse, et par une  
croix de la Légion d'honneur.  
M. l'abbé Baudy a été nommé  
chanoine honoraire de la cathédrale  
de Lyon, par le chapitre de la même  
cathédrale, le 15 mai 1934.  
M. l'abbé Baudy a été nommé  
chanoine honoraire de la cathédrale  
de Lyon, par le chapitre de la même  
cathédrale, le 15 mai 1934.  
M. l'abbé Baudy a été nommé  
chanoine honoraire de la cathédrale  
de Lyon, par le chapitre de la même  
cathédrale, le 15 mai 1934.

## Entreprises : des succès

On ne développe, proprement dit, comme l'on dit - passer à l'acte. Mais, autant il sera facile de transmettre à ses descendants les acquits d'actions, et, en particulier, des objets fin, autant la transmission d'un fait de production, d'une société commerciale, pourra se révéler complexe et délicate.

[illegible]

\_\_\_\_\_







## CHAMPS/FLAMMARION





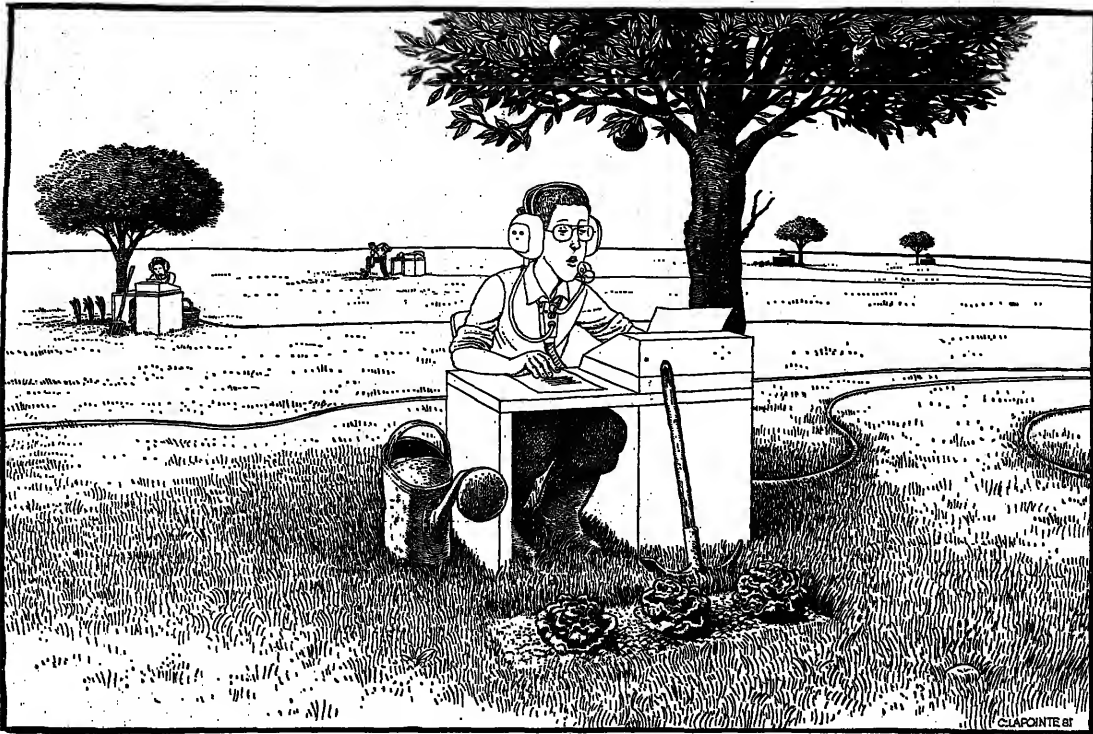












BANLIEUES

## Des téléphones sur les remparts

En Ile-de-France, les pôles de la vie sociale et ceux de la vie économique tendent à s'éloigner. La télématique pourrait renverser la vapeur.

JEAN VOGÉ

L'AVENIR doit-il se jouer sur les pourtours des grandes métropoles, dans les villes nouvelles des pays industrialisés ou les bidonvilles du tiers-monde ? Nous tentons d'en juger par le cas de la région parisienne ou, plus précisément, de l'Ile-de-France. Elle compte dix millions d'habitants. Neuf sur dix résident dans une agglomération presque continue s'étendant sur la Petite Couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) et sur une ceinture périphérique, couvrant une fraction de la Grande Couronne constituée par l'Essonne, la Seine-et-Marne, le Val-d'Oise et les Yvelines.

Au cours de la décennie 1968-1978, la population résidente est tombée à Paris de 2,8 à 2,1 millions ; elle est restée stationnaire à 3,3 millions dans la Petite Couronne, augmentant cependant une légère baisse depuis 1970 ; elle s'est fortement accrue dans la Grande Couronne, passant de 3,3 à 4 millions d'habitants, dont 7 sur 10 dans la ceinture péri-urbaine.

Le nombre des emplois est très déséquilibré par rapport à la population active : on observait en 1978 un excédent de 710 000 emplois à Paris, un déficit de 380 000 dans la Petite Couronne et un déficit de 800 000 dans la ceinture péri-urbaine. Entre 1968 et 1978, l'excédent parisien a augmenté de 100 000, favorisé par des créations de postes dans les administrations et le secteur public ; le déficit de la Petite Couronne a été réduit de 30 000, mais celui de la ceinture péri-urbaine a crû de 130 000.

Ces quelques données mettent en évidence une migration centrifuge de l'habitat, qui s'est guère surprise. De l'après, on a fortifié, faire construire dans la ceinture péri-urbaine est beaucoup plus facile et moins onéreux qu'à Paris ou dans la proche banlieue. L'habitat individuel multiplié par une majorité de la population y prédomine sur les immeubles collectifs. L'air est en général moins pollué, les bruits sont moins nombreux. On y trouve davantage d'espace et d'indépen-

### 100 millions de kilomètres

En moyenne, chaque habitant de l'Ile-de-France est plus de six fois éloigné chaque jour de la semaine deux déplacements routiniers de 5 kilomètres (comptés à vol d'oiseau). Un travailleur de la Grande Couronne en fait trois sur des trajets tels semblablement plus longs. Au total, 100 millions de kilomètres sont parcourus, qui se répartissent également entre routes particulières et transports en commun ; huit millions d'heures sont perdues. Les trajets entre domicile et lieu de travail représentent 31 % des déplacements et 41 % des kilomètres. Tous les matins, un million de personnes viennent travailler à Paris et deux cent mille Parisiens se rendent en banlieue. Le soir, le mouvement s'inverse, provoquant embouteillages, bruit et pollution. La distance moyenne à parcourir est de plus de 12 kilomètres (à vol d'oiseau) et la durée de près d'une heure. Quatre travailleurs sur dix doivent changer de département. Mais les plus affectés sont ceux de la ceinture péri-urbaine, qui, pour un sur deux, n'y exercent pas leur activité (quatre sur dix

en Petite Couronne, moins d'un sur quatre à Paris). Aux déplacements domicile-travail viennent s'ajouter ceux qui sont liés aux activités professionnelles, le transport des enfants à l'école, les achats, les démarches administratives, les visites ou le loisir. Là encore, les résidents péri-urbains sont les plus mal lotis : pour quatre sur dix, il n'existe aucune boutique dans un rayon de 1 kilomètre autour de leur domicile.

La situation devient dramatique avec l'envolée des prix du pétrole et les risques d'une pénurie qui conduirait à la paralysie. Depuis 1974, la consommation d'essence en Ile-de-France s'est accrue de 2,7 % par an, comme la population active péri-urbaine. La consommation d'énergie pour le chauffage d'une maison individuelle croît de 10 % celle d'un appartement comparable, la part des dépenses énergétiques dans le budget d'un cadre moyen atteignant en 1977 de 12 % à 15 % s'il habite en zone péri-urbaine contre 6 % à 8 % au centre ville. Ces charges continuent à grimper et risquent de provoquer un reflux de l'habitat vers les centres urbains.

Au plan national, les déplacements domicile-travail et l'ensemble des déplacements imposés aux particuliers pour des raisons autres que la vie sociale et les loisirs représentent respectivement 20 % et 40 % de la consommation en pétrole de tous les transports ; la part de la circulation urbaine dans ces consommations est proche de 50 %.

La crise, c'est aussi le chômage et les mises à la retraite anticipée. Dans l'espace péri-urbain, les résidents qui perdent leur emploi peuvent survivre en cultivant un jardin, effectuant

de menus travaux ou participant à l'organisation de services communautaires non rentables. Face à la crise, les liens de solidarité devraient se renouer. Comme l'a bien montré Yona Friedman (1), la société péri-urbaine échappant à sa ville mère va édifier des bastions de résidents, se structurer en microcosmes, où les activités informelles, les relations de voisinage, l'autoorganisation (« l'architecte sans architecte ») tiennent une place importante. La ceinture péri-urbaine constitue le rempart de sécurité et de survie des citadins contre les attaques de leur économie.

La première mesure pour tenter d'abolir les distances domicile-travail, est évidemment de décentraliser : en zone péri-urbaine une part croissante des administrations, entreprises ou services, mais aussi de favoriser la création et la dissémination d'unités de sous-traitance et de petits groupes de travailleurs indépendants. La mission confiée au téléphone et à ses nombreuses progénitures télématiques, aux réseaux barbares et aux traits mal dessinés, est de faire en sorte que cette décentralisation se traduise par un regain d'efficacité et non par une désintégration.

Le second objectif est d'organiser le télétravail à domicile de secrétaires et employés de bureau ou de cadres éprouvant le besoin de se recueillir quelques jours par semaine. L'innovation sera particulièrement appréciée de ceux qui ne peuvent offrir leurs services qu'à temps partiel : mères de famille handicapées, étudiants. Pour d'autres, qui auront le souci de préserver leur intimité familiale, il faudra mettre à la disposition des entrepreneurs, dans les centres commerciaux et de loisirs, des espaces

### Deux parallèles

Lorsque l'on veut esquisser très schématiquement l'évolution de l'informatique depuis la fin des années 50, on représente un ordinateur en son centre de calcul, puis on le connecte en étoile à un ensemble dispersé de terminaux. Avec les progrès de la micro-informatique, chaque terminal se doit d'une capacité croissante de traitement — logique et mémoire — et recourt de moins en moins à l'ordinateur central, où transigent cependant les communications entre terminaux même voisins. Le jour vient où il apparaît plus économique de basculer les liens sur un anneau périphérique, le chemin de ronde qui relie de proche en proche tous les terminaux. La structure hiérarchique en étoile a fait place à une structure agilitaire en couronne.

Cette image trop simplifiée d'une réalité complexe révèle bien les deux évolutions parallèles de l'urbanisation et de la télématique. Elles conduisent à une même prospective : des « villages » d'un type nouveau, semi-autonomes bien qu'interdépendants où se regroupent résidents, activités professionnelles décentralisées et vie communautaire. Apparus d'abord sur les pourtours des zones urbaines, les revivifieraient ensuite les zones rurales désertées par la civilisation industrielle. Mais pourraient-ils freiner une urbanisation qui, au rythme actuel de sa progression, aura englouti dans cinquante ans les deux tiers de la population du globe et plus de 50 % de celle des pays industrialisés ?

(1) Métropolis, n° 41-42, 1968.







LA MOUCHE

CERVEAU

# Jacques Mehler: faire de la psychologie une science exacte

Appliquer à l'étude de l'esprit humain les méthodes et les techniques de la recherche en sciences exactes, tel est l'objectif de Jacques Mehler. Un projet ambitieux qu'il a déjà réalisé en partie et qui le conduit à contester ce qu'on croyait acquis en psychologie.

EVELINE LAURENT

Une recherche française en psychologie expérimentale est actuellement menée par la personnalité hors du commun de Jacques Mehler, dont le nom et le travail demeurent pourtant inconnus, hors d'un certain cercle. Vivement contesté par certains de ceux qui le côtoient (ils lui reprochent d'être trop influencé par les méthodes et la culture américaines, et refusent d'adopter ses conceptions scientifiques qualifiées d'étroites, de rigides et d'autoritaires), il est aujourd'hui admiré par ceux qui, au contraire, sont fascinés par l'étendue de son savoir. Les réponses qu'il a faites à nos questions ne répondent pas seulement à un intérêt assez inhabituel. Elles donnent aussi un éclairage sur certaines tendances nouvelles des méthodes d'investigation en sciences humaines.

« Vous êtes apparu soudain dans le monde clos de la recherche française en psychologie... et personne ne se souvient d'avoir fait ses études avec vous. On se demande d'où vous venez, d'où vous êtes venu, d'où vous êtes venu... »

— Rien d'étonnant à cela ! C'est en Argentine, et dans un pays qui, à l'époque, était encore en Argentine, pendant la guerre, en Argentine du Sud. C'est par la physique-chimie que, sur le conseil de mes amis, j'ai abordé ma formation universitaire. À la fin de mes années de licence, j'ai rencontré, toujours en Argentine, un professeur d'Oxford, qui m'a invité à venir faire une série de recherches en Angleterre. Elle portait sur les propriétés de la naphthalène.

— La naphthalène ?  
— C'est une molécule, assez simple d'ailleurs. J'avais vingt-deux ans, nous étions en 1958. Mais à Oxford, je me suis rapidement aperçu que la naphthalène m'ennuyait considérablement. C'est ainsi que j'ai « flôté » quelques mois, puis j'ai décidé de

littérature catalane, allemande, et aussi à l'histoire. Juste en face, au fond de la rue, se trouvait un département de psychologie. On y donnait des conférences. Je m'y suis rendu d'abord en amateur, de plus en plus passionné. C'était un hasard total. Géographique ! Minuscule apparemment aussi ; on m'a alors donné des conditions favorables pour poursuivre mes études dans cette direction. J'ai reçu les équivalences de mes diplômes antérieurs et je suis parti pour Londres.

— Le département de l'University College était excellent. Son orientation générale s'inspirait du behaviorisme. Je formule, et je formule déjà, de graves réserves à l'égard de cette doctrine selon laquelle la psychologie doit se limiter à la seule observation du comportement (behavior), sans chercher à comprendre ce qui se passe à l'intérieur du sujet. J'ai, néanmoins, beaucoup appris là-bas. C'est à la suite de ce cycle d'études que j'ai été accepté comme étudiant de doctorat à l'université Harvard.

— C'est vrai : jusque-là elle n'existait pas. On dit même qu'elle était engagée dans une voie beaucoup plus étroite. C'est à Harvard qu'on se pose la question fondamentale suivante : que sont les processus de l'appareil psychique (mis en anglais), qui nous permettent de comprendre et de produire une pensée nouvelle, jamais entendue auparavant. Ce phénomène étonnant ne peut s'expliquer, comme on le faisait jusqu'à début des années 60, par une succession de conditionnements et d'apprentissages. Oui, si l'on regarde l'histoire de la psycholinguistique, on voit qu'elle

commence vraiment à Harvard, entre 1960 et 1965.  
— Et qu'est-ce que vous ?  
— J'ai passé trois ans au M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology), puis je suis parti, pour un an, à Genève, au Centre d'Épistémologie génétique, travailler avec Piaget.

— Pourquoi cette étrange séquence entre ce chercheur qui ne s'est jamais particulièrement intéressé à la psycho-linguistique ?  
— Justement. C'est qu'il y avait une contradiction entre ce que Piaget affirmait et ce que nous écrivions avec-mêmes. Ça, c'est vous le savez, à tort ou à raison, nous insistions sur l'importance de la succession des idées dans le développement de l'intelligence. Sur la construction progressive des structures mentales. Or, de notre côté, nous écrivions que certaines propriétés de l'appareil linguistique apparaissent très précocement. Il y avait, entre nos observations et les nôtres, des écarts de quatre ans et plus, à propos de performances à promettre vite à peu près similaires. Comment expliquer tout cela ? Au cours de ce séjour à Genève, j'ai pu me faire une idée précise de ce qui se passait dans la tête de ces enfants.

— Mais vous avez eu de la chance.  
— C'est vrai. Les différentes idées ont permis de nous donner des collaborations spécialement formées à des techniques hautement sophistiquées. Les psychologues n'y sont pas préparés, dans l'immense majorité des cas. Ils sortent, en effet, d'une formation en lettres et en sciences humaines qui ne donne guère de compétences pour l'étude des processus fondamentaux de la vie. On s'aperçoit, pourtant, maintenant, de plus en

plus, que toute une branche de la psychologie prend ce chemin.

— Ce qui implique...  
— Des expériences précises, fournissant des résultats que l'on peut reproduire, des prédictions s'inscrivant dans le cadre de certaines théories générales concernant le fonctionnement de l'appareil psychique. Or ces prédictions doivent nous couvrir de différences très délicates qu'il nous faut mesurer. D'où notre besoin de perfectionnement technique. Les bons instruments de mesure et de traitement de la parole reviennent cher. Le budget officiel du laboratoire auquel j'appartenais était collectif, et très faible. Depuis, pour moi, les choses ont quand même évolué. Mais il est vrai que j'ai travaillé dans la recherche. Je ne suis pas sûr qu'un débutant arrivant en France, maintenant, avec des qualifications analogues à celles qui étaient les miennes en 1967 (quand je me suis dirigé à Paris) puisse travailler dans des conditions plus favorables que celles que j'ai eues.

— Mais vous avez eu de la chance.  
— C'est vrai. Les différentes idées ont permis de nous donner des collaborations spécialement formées à des techniques hautement sophistiquées. Les psychologues n'y sont pas préparés, dans l'immense majorité des cas. Ils sortent, en effet, d'une formation en lettres et en sciences humaines qui ne donne guère de compétences pour l'étude des processus fondamentaux de la vie. On s'aperçoit, pourtant, maintenant, de plus en

plus, que toute une branche de la psychologie prend ce chemin.  
— Ce qui implique...  
— Des expériences précises, fournissant des résultats que l'on peut reproduire, des prédictions s'inscrivant dans le cadre de certaines théories générales concernant le fonctionnement de l'appareil psychique. Or ces prédictions doivent nous couvrir de différences très délicates qu'il nous faut mesurer. D'où notre besoin de perfectionnement technique. Les bons instruments de mesure et de traitement de la parole reviennent cher. Le budget officiel du laboratoire auquel j'appartenais était collectif, et très faible. Depuis, pour moi, les choses ont quand même évolué. Mais il est vrai que j'ai travaillé dans la recherche. Je ne suis pas sûr qu'un débutant arrivant en France, maintenant, avec des qualifications analogues à celles qui étaient les miennes en 1967 (quand je me suis dirigé à Paris) puisse travailler dans des conditions plus favorables que celles que j'ai eues.

— Mais vous avez eu de la chance.  
— C'est vrai. Les différentes idées ont permis de nous donner des collaborations spécialement formées à des techniques hautement sophistiquées. Les psychologues n'y sont pas préparés, dans l'immense majorité des cas. Ils sortent, en effet, d'une formation en lettres et en sciences humaines qui ne donne guère de compétences pour l'étude des processus fondamentaux de la vie. On s'aperçoit, pourtant, maintenant, de plus en

plus, que toute une branche de la psychologie prend ce chemin.

— Ce qui implique...  
— Des expériences précises, fournissant des résultats que l'on peut reproduire, des prédictions s'inscrivant dans le cadre de certaines théories générales concernant le fonctionnement de l'appareil psychique. Or ces prédictions doivent nous couvrir de différences très délicates qu'il nous faut mesurer. D'où notre besoin de perfectionnement technique. Les bons instruments de mesure et de traitement de la parole reviennent cher. Le budget officiel du laboratoire auquel j'appartenais était collectif, et très faible. Depuis, pour moi, les choses ont quand même évolué. Mais il est vrai que j'ai travaillé dans la recherche. Je ne suis pas sûr qu'un débutant arrivant en France, maintenant, avec des qualifications analogues à celles qui étaient les miennes en 1967 (quand je me suis dirigé à Paris) puisse travailler dans des conditions plus favorables que celles que j'ai eues.

— Mais vous avez eu de la chance.  
— C'est vrai. Les différentes idées ont permis de nous donner des collaborations spécialement formées à des techniques hautement sophistiquées. Les psychologues n'y sont pas préparés, dans l'immense majorité des cas. Ils sortent, en effet, d'une formation en lettres et en sciences humaines qui ne donne guère de compétences pour l'étude des processus fondamentaux de la vie. On s'aperçoit, pourtant, maintenant, de plus en

il se lie à des automatisations. D'autres, de façon précise et rigoureuse, ce qu'il advient chez cet individu quand il élabore les indications reçues (qu'il s'agit de perception ou de langage), c'est cela, à mon sens, le rôle essentiel dévolu à ma discipline. En effet, ces processus appartiennent en propre à l'appareil psychique, et son point à une autre branche du savoir (biologie, par exemple). Par contre, une fois de telles performances bien décrites, nous devons nous en servir à un autre niveau de fonctionnement.

— Par exemple ?  
— Les psychologues, ces derniers années, ont particulièrement analysé ce qu'on appelle les processus d'« accès lexical ». Prenons un cas précis. J'arrête la phrase suivante : « Une dame coiffe un croquet sur le marbre ». Comment se fait-il que l'on comprenne tout de suite que la dame en question n'est pas allée soulever son homme ? On pourrait émettre deux hypothèses : la mot « croquet » a d'abord « coiffé » les deux significations suivantes : « coiffe » et « coiffe ». L'une a été éliminée. L'autre est restée. C'est la signification « coiffe » qui est la bonne. C'est la même, qu'il nous faut bien différencier de l'idée que le public s'en fait habituellement. En deux mots, la psychologie expérimentale a comme devoir principal de découvrir les procédures générales auxquelles le sujet a recours pour traiter l'information provenant de ce qu'il entend.

— Et plus précisément ?  
— Parlons pour l'instant de l'accès. Soit un individu qui, à un certain moment, atteint un état de fonctionnement tel qu'on peut le caractériser comme un « état stable ». Il a une langue qu'il partage avec les autres membres de son groupe immédiat. Il peut donc parler, être compris, comprendre. Il présente ainsi une stabilité perceptive : il bouge, il sait bien que ce n'est pas le monde qui se déplace, mais lui. S'il descend un escalier,

il se lie à des automatisations. D'autres, de façon précise et rigoureuse, ce qu'il advient chez cet individu quand il élabore les indications reçues (qu'il s'agit de perception ou de langage), c'est cela, à mon sens, le rôle essentiel dévolu à ma discipline. En effet, ces processus appartiennent en propre à l'appareil psychique, et son point à une autre branche du savoir (biologie, par exemple). Par contre, une fois de telles performances bien décrites, nous devons nous en servir à un autre niveau de fonctionnement.

— Par exemple ?  
— Les psychologues, ces derniers années, ont particulièrement analysé ce qu'on appelle les processus d'« accès lexical ». Prenons un cas précis. J'arrête la phrase suivante : « Une dame coiffe un croquet sur le marbre ». Comment se fait-il que l'on comprenne tout de suite que la dame en question n'est pas allée soulever son homme ? On pourrait émettre deux hypothèses : la mot « croquet » a d'abord « coiffé » les deux significations suivantes : « coiffe » et « coiffe ». L'une a été éliminée. L'autre est restée. C'est la signification « coiffe » qui est la bonne. C'est la même, qu'il nous faut bien différencier de l'idée que le public s'en fait habituellement. En deux mots, la psychologie expérimentale a comme devoir principal de découvrir les procédures générales auxquelles le sujet a recours pour traiter l'information provenant de ce qu'il entend.

il se lie à des automatisations. D'autres, de façon précise et rigoureuse, ce qu'il advient chez cet individu quand il élabore les indications reçues (qu'il s'agit de perception ou de langage), c'est cela, à mon sens, le rôle essentiel dévolu à ma discipline. En effet, ces processus appartiennent en propre à l'appareil psychique, et son point à une autre branche du savoir (biologie, par exemple). Par contre, une fois de telles performances bien décrites, nous devons nous en servir à un autre niveau de fonctionnement.

— Par exemple ?  
— Les psychologues, ces derniers années, ont particulièrement analysé ce qu'on appelle les processus d'« accès lexical ». Prenons un cas précis. J'arrête la phrase suivante : « Une dame coiffe un croquet sur le marbre ». Comment se fait-il que l'on comprenne tout de suite que la dame en question n'est pas allée soulever son homme ? On pourrait émettre deux hypothèses : la mot « croquet » a d'abord « coiffé » les deux significations suivantes : « coiffe » et « coiffe ». L'une a été éliminée. L'autre est restée. C'est la signification « coiffe » qui est la bonne. C'est la même, qu'il nous faut bien différencier de l'idée que le public s'en fait habituellement. En deux mots, la psychologie expérimentale a comme devoir principal de découvrir les procédures générales auxquelles le sujet a recours pour traiter l'information provenant de ce qu'il entend.

— Et plus précisément ?  
— Parlons pour l'instant de l'accès. Soit un individu qui, à un certain moment, atteint un état de fonctionnement tel qu'on peut le caractériser comme un « état stable ». Il a une langue qu'il partage avec les autres membres de son groupe immédiat. Il peut donc parler, être compris, comprendre. Il présente ainsi une stabilité perceptive : il bouge, il sait bien que ce n'est pas le monde qui se déplace, mais lui. S'il descend un escalier,

il se lie à des automatisations. D'autres, de façon précise et rigoureuse, ce qu'il advient chez cet individu quand il élabore les indications reçues (qu'il s'agit de perception ou de langage), c'est cela, à mon sens, le rôle essentiel dévolu à ma discipline. En effet, ces processus appartiennent en propre à l'appareil psychique, et son point à une autre branche du savoir (biologie, par exemple). Par contre, une fois de telles performances bien décrites, nous devons nous en servir à un autre niveau de fonctionnement.



# Ces Idéologues qui ont fait la république

Napoléon les traitait de « rêveurs », de « phraseurs », « bons à jeter à l'eau ». Héritiers des Encyclopédistes, les Idéologues ont pourtant — de 1789 à la monarchie de Juillet — mis en forme les idées qui ont préparé l'avènement de la république en France.

CLAUDE NICOLET

UL est née, prophète en son pays. Qu'il s'agit des spécialistes, se souvient encore des Idéologues. Le mot d'idéologie, de nos jours, est incontestablement péjoratif, depuis que Marx lui a donné l'acceptation d'un système de pensée qui, consciemment ou non, tend à la déformation. On comprend alors une forme particulière d'organisation sociale ou politique. Une idéologie serait donc une doctrine dont on doute c'est à propos de Feuerbach que la définition et l'association furent lancées. Mais Marx lui-même, dans les Idéologues français, comme le prouve ce qu'il dit de plusieurs d'entre eux, était un idéologue. Les mots d'idéologie et d'idéologues, tout comme Cabanis, tout en rendant hommage à Condillac, prétendent le corriger. Mais le mot, s'il ne limite pas la seule analyse des sen-

[illegible]

## Sceptiques

Pourquoi le mot ? Avant Marx, Bonaparte, en 1801, romban avec cet prétend les acobler des phrases, des métaphysiques. Il ajoute simplement :  
 « Il avait tort de les traiter de métaphysiques », il provait à l'usage des philosophes logues : ils avaient inventé le mot. Destiné de Tracy, dans une lettre à Condorcet, en 1794, est, en 1967 et en 1971, propose le mot idéologie pour remplacer métaphysique. Il n'est pas défini ce qui serait une

Le grand méisme en 1795, les (1787-1803), ans de Turgot, bout-fleur de Condorcet, est sur la physique et le mori de l'homme (1796-1800), qut à parer l'oligarchie des philosophes physiologiques et cliniques, analyse les pensées et les sensations. L'idéologie est née. Elle a été plusieurs reprises que l'étude des causes premières on des principes de la philosophie naturelle. En matière scientifique, sa règle est l'agnosticisme.

V. G. G.

## Voyage

[illegible]

« embrasse un corps politique »

[illegible]

## Longévité

[illegible]

notions magiques, pour rappeler que l'Idéologie fut un mouvement intellectuel de première grandeur, par ses réalisations, et non pas seulement pour avoir esquissé les institutions culturelles. Pour dire l'histoire de la médecine, de la psychologie, de l'anthropologie physique, de l'éthnographie, de la géographie et de l'histoire, il ne suffit pas de citer Cabanis, Volney ou Danton, il faut les lire. On découvre alors la modernité d'un esprit « pluridisciplinaire » qui présente un grand nombre des données actuelles de la science : les liens de la théorie et de la pratique.

## Voyage

la production et de la diffusion de la science, le rôle essentiel des signes (langage, écriture) dans le développement des sciences et, peut-être, dans la nature même de certains champs d'études, comme l'économique ou le politique.

Rien de cela n'est bien sûr absolument neuf, et les idéologues sont avant tout fils des Lumières, héritiers des Encyclopédistes. Leur maître et leur guide est Condorcet, que beaucoup d'entre eux ont connu, et que leur journal, la *Décade philosophique*, veut continuer : Condorcet, initiateur des mathématiques appliquées aux sciences morales et politiques, le savant de la Révolution, et surtout l'auteur, inséré de l'*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* (1794). Mais ce n'est rien ôter à Condorcet ni à la grandeur de ce texte brûlant et comme débordé à la mort, de rendre aux idéologues ce qui leur revient.

Et d'abord une chance que n'eut pas Condorcet, vite dévorée par la Révolution : la longévité. Plus heureux, ou plus prudents, des Idéologues ont été des survivants. Tant qu'à faire, ayant

survécit à la Terreur. Et ne désaligne pas de survivre au Directoire, au Consulat, à l'Empire, à la Restauration : les plus ardents attendront, comme une sorte de hâvre, la monarchie de Juillet. Me rallions pas le cycle complet de ces espérances, mais nous pensons qu'il faut pour affermir et affiner leur pensée. La plupart furent membres des diverses assemblées révolutionnaires, et tous pris par la fièvre consultante de ce temps. Mais, sauf exception, ils furent déçus, et se tournèrent vers les dévotions de la Révolution. Un front grondant, ou modéré. Au nom de la liberté. Mais aussi, nous-le bien pour l'avoir, parce qu'ils voyaient dans un tel idéal jacobinisme, dans un tel engagement dans le déisme affirmé de Robespierre, une démarche de type religieux.



MORGAN.

« Rodespierre faisait de ce peuple une autre divinité, du patriotisme une religion, de la Révolution un fanatisme dont il exerçait le pontificat souverain » (Dezobry). Ainsi s'explique qu'ils furent politiquement des thermidoriens, à l'aise, pour un temps, dans la Constitution de l'an III. Mais les Directeurs amenèrent aussi des déceptions : coups d'État contre la représentation nationale, désordre des finances, guerres de conquête, corruption privée et publique. Plusieurs de leurs œuvres portent la trace du lamentable échec d'une République qui, au départ, répondait pourtant à leurs vœux.

C'est pourquoi, comme tant d'autres, le conseiller avec chapeau, en 1793, le coup d'Etat de Brumaire : Bonaparte, le membre de l'Institut s, n'avait pas manqué de les flatter — moitié conviction, moitié tactique — pour s'assurer de leur appui dans les Assemblées ou au gouvernement. Mais là aussi la déception, puis les conflits, puis ou moins violents vinrent les vider : au Tribunal, au Conseil d'Etat ou au Sénat, la plupart des Idéologues (à la notable exception de Roederer) manifestèrent de plus en plus leur opposition à la suspension.

des libertés, au Concordat, au rétablissement de la monarchie en 1804. Napoléon les vilipende, les menace, par *Moniteur* interposé — on va en quels termes il épure le Tribunal en 1802, pour supprimer la seconde classe de l'Institut en 1803, interdit la *Décade philosophique* en 1801. Mais si les foudres du despotisme les atteignent en tant que parti, les individus, en ces temps heureux, furent mieux traités : à peine inquiétés, souvent maintenus dans leurs honneurs personnels, employés dans des postes administratifs ou techniques à leur compétence imposait, comme Daunou aux Archives.

### Écoles centrales

Il n'empêche que pour le développement de la pensée politique des idéologues, les quinze années de l'Empire sont essentielles : ils s'interrogent sur ce qui a permis cette régression vers le despotisme et la super-stition, sur l'impuissance des garanties pourtant inscrites dans la Constitution de l'an VII. Ils se rendent compte que l'histoire ne se laisse pas bouleverser, que l'on ne peut agir sur une

[illegible][illegible]

nes s'achèvent dans la science morale, qui doit servir au gouvernement.

[illegible]

## REPERES

**BIBLIOGRAPHIES**

V. Picaudet, « Les Idéologues », Paris, 1927.

H. Gouhier, « la Jeunesse d'André Comte », Paris, 1931-1931.

J. Gauthier, « L'idéologie Vole », Paris, 1931.

C.-F. Volney, « la Loi naturelle. Leçons d'histoire », présenté par J. Gauthier, Paris, 1931.

la politique », Garnier, Paris, 1931.

R. Moreau, « Les 21 transmutations de la philosophie », Paris, 1931.

passage d'idéologues », Firenze, 1934.

O. Guenzler, « la Conscience révolutionnaire. Les Idéologues », Paris, 1934.

« Les sciences humaines et la pensée philosophique », VIII, Payot, Paris, 1937.

E. Kennedy, « Destins de Tracy and the origins of a Ideology », Paris, 1937.

M. Regado, « Un million intellectuel : la Décade philosophique », Paris, 1937, 5 vol., Champion, Paris, 1937.

P.-J. Cabanis, « Œuvres philosophiques », par C. Labbe et J. Cassin, Paris, 1937.

I. Girard, « le Libéralisme et France de 1814 à 1848 », Decks et mouvements », C.D.U., Paris, 1936.





DOSSIER

# L'aquaculture

L'océan mondial couvre 71 % de la surface du globe, mais le produit des pêches stagne depuis dix ans. Bien que sa production ait été multipliée par six entre 1960 et 1975, l'aquaculture reste encore marginale.

YVONNE REBEYROL

Depuis une dizaine de millions d'années, l'homme a passé du stade de la chasse et de la cueillette à celui de l'élevage et de l'agriculture. Ainsi a-t-il augmenté d'une façon très considérable les quantités disponibles de nourriture, de protéines en particulier. Mais, à de rares exceptions,

vient aquaculture de la chasse) stagne depuis 1971 aux environs de 60 millions de tonnes, en dépit de l'accroissement des flottilles de pêche. Cette stagnation est due à plusieurs facteurs : l'épuisement des pêcheries pélagiques d'espèces (harengs, sardines), qui avaient connu un développement fantastique (100 tonnes en 1945, 12,6 millions de tonnes en 1970, 4,7 millions de tonnes en 1977, 0,1 million de tonnes en 1978) ; la surpêche, en particulier au large du Pérou, mais aussi dans les zones de pêche traditionnelles (mer du Nord, golfe de Gascogne, les littoraux de l'est de la France) ; le petit nombre d'espèces commercialisées ; l'immensité des habitats aquatiques ; le rattrapage aveugle des fonds par les chalutiers modernes ; l'augmentation du prix du fuel alimentant les moteurs des bateaux de pêche ; la création des zones économiques exclusives réservées à chaque pays, obligeant l'exploitation des richesses biologiques marines : jusqu'à 200 milles

naviques (370,4 kilomètres) du Pérou. Or les terres émergées ne sont pas extensibles, même si on peut mettre en exploitation certaines zones maritimes en augmentant les rendements de terres déjà utilisées. Et, dans le même temps, la population de la Terre augmente de plus en plus vite (2,5 milliards d'habitants en 1960, 4,4 milliards en 1980, probablement plus de 6 milliards en l'an 2000), les besoins en protéines croissent dans les mêmes proportions. Déjà en 1977, les produits des pêches maritimes contribuaient pour moins de 10 % à la satisfaction des besoins en protéines. Il était donc logique de songer à élever des espèces marines, comme on le fait des espèces terrestres. L'idée n'est pas neuve. Plusieurs siècles avant le début de l'ère chrétienne, les Chinois, les Indiens du Pérou, les habitants de l'Asie du Sud-Est, ont commencé l'élevage d'animaux aquatiques. De même, les Romains

## L'organisation française

Dès 1968, la France a mis en route un programme de recherche et de développement de l'aquaculture, confié, au sein du Centre national pour l'exploitation des océans, l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes, l'Institut national de la recherche scientifique, la Centre technique du génie rural et des eaux et forêts, les services vétérinaires du ministère de l'Agriculture et des laboratoires universitaires. Il est très difficile d'évaluer les sommes qui ont été consacrées à l'aquaculture — dont les activités relèvent de la direction des pêches maritimes du ministère des transports — étant donné le nombre des ministères ou administrations qui disposent de divers organismes, sans parler des divers organismes venant de plusieurs fonds, agences (notamment l'Agence pour la valorisation de la recherche), etc.

## Les deux voies

Le milieu marin est fondamentalement différent du milieu terrestre. Sur la terre ferme, il n'y a d'ailleurs aucune surface grande ou petite et d'y mettre des animaux (bovins, ovins...). Le bétail restera dans le pâturage qui lui est réservé et mangera l'herbe, le foinage ou les aliments artificiels qui y sont mis à sa disposition. La mer, en revanche, est un milieu brasse constamment par les courants et où les mailles successives de la chaîne alimentaire naturelle, sur laquelle on ne peut pas intervenir, restent étroitement dépendantes les unes des autres. L'eau riche en sels minéraux permet, dans les faibles profondeurs où règne l'énergie solaire, la prolifération du phytoplancton. Celui-ci constitue le développement du zooplancton qui servira à l'alimentation des petits poissons qui eux-mêmes seront mangés par les gros poissons. En outre, depuis les sels minéraux jusqu'au zooplancton compris, tous les éléments nutritifs marins n'ont aucune autonomie de mouvement : ils sont transportés par les courants, et qui évoluent, en partie, la faible étendue des zones poissonnières.

On peut donc envisager deux voies pour l'aquaculture : élever des larves ou des adultes jusqu'à une certaine taille puis les relâcher en mer pour essayer de repeupler des zones autrefois riches ; élever dans des espaces clos (bassin ou cage en mer, etc.), à partir d'œufs prélevés sur des géniteurs capturés dans la nature ou à partir d'œufs pondus et élevés en laboratoire, des larves, puis des jeunes, enfin des adultes, jusqu'à la taille commercialisable. Mais dans les deux voies se pose le problème de l'élevage des larves et des jeunes.

Suivant les espèces d'animaux marins, une femelle pond, dans la plupart des cas, entre plusieurs milliers et des millions d'œufs. Mais la nature assure le maintien en équilibre : une population d'œufs élevée en laboratoire ne peut survivre sans l'éclosion naturelle. Or, pour les poissons, l'éclosion n'est pas un processus simple. Elle est soumise à de nombreuses conditions (température, salinité, pH, etc.). En outre, les larves n'ayant que quelques fractions de millimètre, leur régime alimentaire est très délicat. Reconstruire le milieu physique idéal est plus difficile. En outre, les larves, nourries les larves sont toujours des problèmes très difficiles à résoudre. Parfois, chaque espèce

accepte un seul type de nourriture, qui change d'ailleurs, au cours du développement. Et même si certaines larves d'élevage mangent l'aliment qui leur est fourni en complément du zooplancton vivant qu'elles absorbent dans la nature, elles dépeuplent le milieu, plus supposé-on que le zooplancton vivant contient des substances toxiques encore identifiées. Mais les problèmes de ces espèces sont complexes (les sardines, les crevettes-lagoes et les poissons, par exemple, les individus les plus vigoureux et les plus voraces doivent être éliminés pour éviter la surpopulation).

Certains laboratoires ont réussi, au moins partiellement, les problèmes de la nourriture des larves, des post-larves ou des juvéniles, en produisant le phytoplancton ou le zooplancton nécessaires, avec tous les aléas inhérents à cette culture ou à ces élevages supplémentaires. Les premiers stades de développement des animaux marins sont ceux que l'on peut envisager de développer en aquaculture : l'éclosion et le préélevage. Les larves, post-larves et juvéniles de loup sont ainsi déjà

produits à la station de biologie marine et lagunaire de Sète, qui a été créée en 1968, et qui possède et a des contrées très rigoureuses. En 1980, plusieurs milliers de post-larves de loup, éclos, dont plus de la moitié ont été données à des expérimentateurs, ont été livrées par leurs voiliers à la station de démonstration Dera-Sud, du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO). Mais, en outre (par de Montpellier), et l'écologie, la station de démonstration Dera-Sud, du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), ont produit chaque année quatre millions d'œufs et ont vingt mille juvéniles.

Le gouvernement ne se fait pas d'illusions : il ne peut pas essayer de repeupler des étangs ou lagunes naturelles (des étangs ou lagunes naturelles, par exemple, qui ont, à eux seuls, une superficie de 70 000 hectares) ; mais il peut essayer de développer l'aquaculture intensive, c'est-à-dire « élever » des espèces marines dans des cages ou bassins artificiels, ou dans des étangs naturels, tous les plus profitables, en utilisant les techniques de la culture intensive. Les larves, post-larves et juvéniles de loup sont ainsi déjà

## Les aléas du repeuplement

Des millions de minuscules coques Saint-Jacques (en base de Saint-Jacques et de Saint-Jacques) ont été relâchées en mer. Mais il est très difficile d'évaluer le succès de ces relâches. Les coques Saint-Jacques, en effet, ont une durée de vie très courte (quelques semaines). Les coques Saint-Jacques, en effet, ont une durée de vie très courte (quelques semaines). Les coques Saint-Jacques, en effet, ont une durée de vie très courte (quelques semaines).

Le saumon est un poisson intéressant pour le repeuplement à cause de son mode de vie : il naît dans les cours supérieures de divers rivières, part en mer lorsqu'il devient juvénile (l'appelle alors anadrome), y grandit et s'y engraisse pendant plusieurs années et revient pour se reproduire dans sa rivière natale. Toutefois, si l'on empêche les saumons de partir vers la haute mer, ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale. Or, pour les saumons, la haute mer est un milieu hostile. Ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale. Or, pour les saumons, la haute mer est un milieu hostile. Ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale.

Les aléas du repeuplement sont nombreux. Les saumons, en effet, ont une durée de vie très courte (quelques semaines). Les saumons, en effet, ont une durée de vie très courte (quelques semaines). Les saumons, en effet, ont une durée de vie très courte (quelques semaines).

Le saumon est un poisson intéressant pour le repeuplement à cause de son mode de vie : il naît dans les cours supérieures de divers rivières, part en mer lorsqu'il devient juvénile (l'appelle alors anadrome), y grandit et s'y engraisse pendant plusieurs années et revient pour se reproduire dans sa rivière natale. Toutefois, si l'on empêche les saumons de partir vers la haute mer, ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale. Or, pour les saumons, la haute mer est un milieu hostile. Ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale.

Le saumon est un poisson intéressant pour le repeuplement à cause de son mode de vie : il naît dans les cours supérieures de divers rivières, part en mer lorsqu'il devient juvénile (l'appelle alors anadrome), y grandit et s'y engraisse pendant plusieurs années et revient pour se reproduire dans sa rivière natale. Toutefois, si l'on empêche les saumons de partir vers la haute mer, ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale. Or, pour les saumons, la haute mer est un milieu hostile. Ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale.

Le saumon est un poisson intéressant pour le repeuplement à cause de son mode de vie : il naît dans les cours supérieures de divers rivières, part en mer lorsqu'il devient juvénile (l'appelle alors anadrome), y grandit et s'y engraisse pendant plusieurs années et revient pour se reproduire dans sa rivière natale. Toutefois, si l'on empêche les saumons de partir vers la haute mer, ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale. Or, pour les saumons, la haute mer est un milieu hostile. Ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale.

Le saumon est un poisson intéressant pour le repeuplement à cause de son mode de vie : il naît dans les cours supérieures de divers rivières, part en mer lorsqu'il devient juvénile (l'appelle alors anadrome), y grandit et s'y engraisse pendant plusieurs années et revient pour se reproduire dans sa rivière natale. Toutefois, si l'on empêche les saumons de partir vers la haute mer, ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale. Or, pour les saumons, la haute mer est un milieu hostile. Ils ne peuvent pas se reproduire dans leur rivière natale.

énéral  
onds  
allure

achement

VIGELAN

La...  
de...

ACHETONS  
DÉBRIS D'OR  
ON DÉTACHE  
PIÈCES USÉES  
48 F net le gramme  
ouverts de 9h-18h  
LE BIJOU D'OR  
1, rue SAINTE-MARIE, PARIS-20  
Tél. 46.20.20

